

Eugène Varga

**Essor ou décadence du
capitalisme ?**

ou

Le déclin du capitalisme

5 mai 1924

Source : Traduction du texte publié à Londres, en 1924 par le Parti communiste de Grande-Bretagne pour l'Internationale communiste, sous le titre de : *The Decline of Capitalism*. [C'est la traduction de *Подъем или падение капитализма ? (Essor ou Décadence du Capitalisme ?)*, publié à Moscou en 1924, Krasnaia Novy, 94 pp. ; il y a une traduction française éditée à Moscou en 1924 : *Essor ou décadence ?*, 84 pp. Il s'agit d'un document préparatoire du V^e congrès de l'Internationale Communiste].

Essor ou décadence du capitalisme ?

PRÉFACE

L'époque à laquelle cette brochure a été rédigée est très défavorable pour déterminer les perspectives à la fois plus lointaines et immédiates de la situation mondiale. Plusieurs facteurs importants pour l'évaluation de l'évolution de la situation ne peuvent être déterminés à l'heure actuelle. Il s'agit des facteurs suivants :

Le *boom américain* touche à sa fin. Mais il est impossible à l'heure actuelle de dire si la forte baisse du boom au cours du mois d'avril n'est qu'un phénomène passager ou le début d'une crise. Si tel était le cas, une nouvelle preuve serait apportée à notre thèse selon laquelle le capitalisme est, dans l'ensemble, sur le déclin.

Le *rapport de la Commission d'experts* (Dawes) a été publié, de même que l'acceptation de principe des puissances de l'Entente et de l'Allemagne. Mais un accord sera-t-il réellement trouvé sur la base de ce rapport ? La politique militaro-impérialiste de Poincaré ne prendra-t-elle pas le dessus, ce qui entraînerait une nouvelle catastrophe du mark, puisque le Rentenmark, création artificielle, ne pourrait en aucun cas résister à un tel coup ?

Le *résultat de la récolte* est d'une très grande importance pour l'évolution du marché au cours de l'exercice suivant. Pour le moment, les perspectives de récolte sont plutôt mauvaises en Europe centrale, notamment en Allemagne. Une mauvaise récolte mettrait un terme aux rares prémices d'une reprise des affaires en Europe centrale.

On ne sait pas non plus quelles seront les *relations de la Russie* avec les États capitalistes dans un avenir immédiat.

Ces facteurs, et bien d'autres, ne peuvent être estimés à l'heure actuelle quant à l'influence qu'ils exerceront.

Mais il est douteux qu'à un moment ultérieur les conditions soient moins fluides. La seule chose stable dans cette période de crises est l'incertitude, le chaos !

E. VARGA

Berlin, le 5 mai 1924.

I. LA PERIODE DE DECLIN DU CAPITALISME "NORMAL"

L'Internationale communiste a adopté ses dernières thèses concernant la situation économique du monde à l'occasion du Troisième Congrès.

Trois années se sont écoulées depuis lors. Au cours de ces trois années, le prolétariat a subi de grandes défaites dans plusieurs pays très importants du point de vue de la révolution, à savoir l'Italie, la Bulgarie et l'Allemagne. La bourgeoisie a réussi dans le monde entier – à l'exception, bien sûr, de la Russie – à établir une nouvelle fois son hégémonie. Dans ces circonstances, la question doit être posée de savoir si la position prise par l'Internationale communiste dans ses thèses s'est avérée saine ou non.

L'idée fondamentale de ces thèses était la suivante : la crise qui a suivi le bref "boom" spéculatif de l'après-guerre n'était pas une crise ordinaire du capitalisme "normal", mais plutôt le début d'une *période de crises* pour le capitalisme. Au cours de cette période de crises, le cours des affaires progresse par cycles, tout comme dans le capitalisme normal d'avant-guerre : *les périodes d'essor alternent avec les périodes de crise*. La question principale est celle de l'estimation de l'ensemble de la période, et non des phases qui la composent¹.

Dans la brochure² rédigée pour le Quatrième Congrès de l'Internationale communiste, nous avons tenté de dessiner plus nettement la différence entre le capitalisme "normal" de l'avant-guerre et le capitalisme de la période de déclin. Nous y écrivions à propos du capitalisme d'avant-guerre :

¹ Au cours du troisième congrès, il y eut une opposition assez forte, soutenue par la délégation allemande, qui était à l'époque très "gauche", et par les délégations italienne et hongroise, qui s'opposa à la prédiction du camarade Trotsky et de moi-même, faite dans les thèses, selon laquelle il y avait une possibilité que la période d'expansion entre dans une nouvelle phase. "Le caractère révolutionnaire de la période de crise au milieu de laquelle nous nous trouvons... n'est pas exprimé de façon assez nette... dans les thèses", a déclaré le camarade Thalheimer (*Procès-verbal du troisième congrès*, page 113). La critique du camarade Pogany va encore plus loin. "Dans le cadre de la grande crise économique... les thèses... mettent trop l'accent sur la phase de prospérité et trop peu sur la période de crise dans le cadre de la crise actuelle... . "Nous ne pouvons et ne devons pas faire de la prospérité et de la future seconde guerre mondiale notre Leitmotiv, mais, bien au contraire, nous devons parler de la crise et des nouvelles guerres civiles" (*Procès-verbal*, page 116). Et le camarade Pogany tenait à ce que la référence à une phase d'expansion à venir soit entièrement éliminée. Les développements économiques réels ont cependant prouvé la justesse de ces thèses. Oui, il est même devenu évident que nous avons nous-mêmes sous-estimé la durée et l'intensité du boom aux États-Unis, dont les premiers signes étaient apparus au moment du troisième congrès.

² E. Varga : *The Process of Capitalist Decline*. Report of the IVth Congress of the Communist International. Hamburg, 1922, 48 S. [*Selected Writings*, 2020, p. 416]

" La forme capitaliste de production *s'étendait géographiquement* ; de nouveaux pays s'ouvraient de plus en plus au capitalisme.

" Le capitalisme *a étendu sa sphère d'action* dans les pays capitalistes eux-mêmes en attirant dans son tourbillon les couches précapitalistes de la société. L'étalon-or, qui facilite considérablement l'échange de marchandises sur une base capitaliste, trouva de plus en plus de partisans. Le commerce extérieur augmente en poids et en valeur.

" De grandes accumulations de capital formaient la base de ces développements, puisque la baisse du taux de profit dans les pays capitalistes hautement développés – l'effet de la composition organique toujours plus élevée du capital – était compensée par l'exportation de capital vers des pays capitalistes moins développés, avec des taux plus élevés de plus-value et de profit. La centralisation du capital dans des formes monopolistes de production, couvrant l'ensemble du champ économique d'un pays, réduisait le coût de la gestion capitaliste.

" Le résultat fut que, à part les crises périodiques, le niveau de production augmenta régulièrement dans le monde entier ainsi que dans chaque pays particulier. Le niveau de vie du prolétariat s'est élevé lentement. Le système de crédit et les petites actions d'entreprise ont permis aux travailleurs et à la classe moyenne inférieure de participer, avec leurs économies, à l'appropriation de la plus-value. Le nombre de personnes qui avaient un intérêt, ou qui croyaient avoir un intérêt, dans le maintien du système capitaliste, était en augmentation. Le prolétariat des pays impérialistes recevait du Capital une petite part des surprofits qu'il tirait de l'exploitation coloniale. La couche supérieure du prolétariat, l'aristocratie du travail, s'est séparée de la masse des travailleurs et s'est asservie au Capital. Toutes les classes se sont soumises à la direction du Capital. Les grands propriétaires terriens se transformèrent en capitalistes, et les capitalistes investirent de l'argent dans la terre ; la tendance du capital financier était d'amalgamer toutes les sections possédantes de la nation les unes avec les autres. Les crises étaient des phases transitoires au sein d'un développement ascendant – les effets de l'anarchie de la forme capitaliste de production – et n'ont causé que des perturbations superficielles dans la structure du capitalisme. Le système dans son ensemble, cependant, n'a rien perdu de son équilibre."

L'ensemble du système de l'économie mondiale capitaliste formait un tout dynamique ! Les phases alternées de booms et de crises se sont reproduites dans tous les pays capitalistes à peu près au même moment. Les vagues de booms et de crises étaient rapidement transmises d'un État capitaliste à l'autre. Même les tendances les plus importantes du mode de production capitaliste – la concentration et la centralisation du capital, etc. – étaient observables pratiquement de la même manière dans tous les États capitalistes.

D'autre part, le commerce capitaliste mondial *ne formait pas géographiquement un tout cohérent*. Les différents États avaient atteint des stades très différents de développement capitaliste. (C'est encore vrai aujourd'hui, bien que dans une moindre mesure). Il y avait *un centre hautement développé en Europe occidentale : L'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique* et, dans une moindre mesure, la France, la Hollande, la Tchécoslovaquie, l'Italie, etc. Ce centre, " l'atelier industriel du monde ", se caractérisait par les points suivants :

(1) Il était lié beaucoup plus étroitement que les autres pays à la division du travail qui prévaut dans le commerce mondial, c'est-à-dire qu'une partie beaucoup plus importante des valeurs annuelles produites était exportée dans les pays étrangers sous forme de produits manufacturés, et de grandes quantités de denrées alimentaires et de matières premières étaient importées.

(2) Ces pays envoyaient annuellement des valeurs nouvellement accumulées sous forme de nouveaux investissements dans des pays moins développés en capital.

(3) Ces pays recevaient annuellement de grandes valeurs sous la forme de profits tirés de leurs investissements dans le monde entier et comme gain de l'extension politique de vastes zones coloniales, sans avoir à rendre aucun service en retour.

En dehors de l'Europe, il y avait deux autres pays capitalistes pleinement développés : les *États-Unis d'Amérique* et le *Japon*. Il y avait également de nombreux pays en Europe et dans les autres parties du monde qui commençaient tout juste à se développer selon les principes du capitalisme, ainsi que des colonies et des semi-colonies qui servaient de sources de nourriture et de matières premières sous la domination des différents pays hautement capitalistes.

L'équilibre de ce système était toujours instable ; les perturbations étaient surmontées par des crises périodiquement récurrentes. L'existence d'un équilibre, dans l'ensemble, est prouvée par la stabilité des changes.

Dans les pays les plus développés, le capital a pris de plus en plus la forme d'un capital financier, intimement lié aux industries lourdes. Le développement interne et la tendance à la baisse du taux de profit ont forcé le capital de ces pays à *chercher pour l'exportation de ses capitaux des opportunités rendues sûres par les monopoles*.

Au cours du développement technique, la composition organique du capital – surtout dans les industries lourdes – devient de plus en plus élevée, la réalisation du capital industriel de plus en plus lente, le taux de profit de plus en plus bas. A cela s'ajoute une autre circonstance du XIX^e siècle. Grâce à son organisation plus forte, le prolétariat gagne pour lui-même une amélioration de son niveau de vie. "Le moment historique", qui contribue à déterminer "l'étendue des nécessités dites essentielles et la manière de les satisfaire"¹ crée une tendance dans le sens de l'augmentation des salaires. En d'autres termes, le travail nécessaire est étendu au détriment du surtravail. Le taux de plus-value diminue. Lorsque le capital variable a atteint une certaine taille, il en résulte une accélération de la tendance à la baisse du taux de profit.

Le capital utilise différents moyens pour combattre la tendance à la baisse du taux de profit. L'un d'eux est la composition organique, par laquelle le capital réuni dans un trust réduit les *faux frais* de la sphère de circulation, revendique une partie du profit du capital commercial et augmente son propre taux de profit en fixant des prix de monopole aux dépens des autres couches de la société. Le principal moyen, cependant, est l'exportation du capital vers des pays où le temps de travail [nécessaire] est plus court et où le taux de profit et le surtravail est plus élevé. Pour que l'exploitation de ces régions soit possible, elles doivent être soumises à la condition imposée par le capital en général, c'est-à-dire qu'elles doivent être assujetties. Dans chaque pays capitaliste hautement développé, le capital est contraint, pour retarder la baisse du taux de profit, d'asservir de plus grandes zones coloniales².

¹ *Le Capital*, I, 134 [Référence à une édition Anglaise non retrouvée, mais Marx écrit : "D'un autre côté, le nombre même de prétendus besoins naturels, aussi bien que le mode de les satisfaire, est un produit historique, et dépend ainsi, en grande partie, du degré de civilisation atteint." *Le Capital*, ES, L. I, t. 1, p. 174.]

² Nous sommes donc d'accord avec Rosa Luxemburg en ce qui concerne le fait que le capitalisme hautement développé sous la forme de l'impérialisme conduit à des conflits guerriers de dimension mondiale. La raison n'en est

Essentiellement, la guerre mondiale a été un conflit entre les puissances impérialistes pour le contrôle des colonies et des sphères d'influence, mené avec les instruments et les méthodes les plus modernes de meurtre de masse. Elle s'est terminée par la réduction à quatre du nombre de puissances impérialistes mondiales : L'Angleterre, la France, les États-Unis et le Japon ; avec la transformation du reste du monde – à l'exception des républiques soviétiques – en dépendances des grandes puissances impérialistes ; avec le nouveau partage du monde entre elles.

Les conséquences économiques directes de la guerre ont été la séparation du monde en sphères de surproduction relative et de sous-production absolue. Cette condition a été partiellement surmontée au cours des six dernières années par la "tendance immanente" de l'économie capitaliste mondiale, par son mécanisme de "pilotage automatique", bien qu'elle se manifeste encore par la "pénurie de crédit" ou de capital dans ces pays¹.

La crise générale des affaires mondiales au cours des années 1920 et 1921 a été suivie d'une phase économiquement difficile à définir et qui n'est pas du tout uniforme. Il y a eu un grand essor aux États-Unis ; d'autre part, une crise lente en Europe avec des indications qu'une amélioration des conditions était en vue – une amélioration qui, cependant, n'a pas été synchronisée dans les différents pays avec celle du reste des pays et qui n'a pas conduit à une amélioration générale dans l'ensemble du monde capitaliste.

cependant pas l'impossibilité de l'accumulation sans l'existence d'éléments non capitalistes, mais le simple désir de taux de profit plus élevés.

¹ Voir la deuxième édition de ma *Crise de l'économie mondiale capitaliste*. 1921 [*Selected Writings*, 2020, p. 343-392.]

II. CARACTÉRISTIQUES DE LA PÉRIODE DE DÉCLIN

La période qui s'est écoulée depuis la fin de la guerre et surtout au cours des trois dernières années a été caractérisée avant tout par la *confusion des conditions économiques*, par *l'absence d'un cours uniforme des affaires* dans l'ensemble du monde capitaliste, par l'existence de *tendances et de contre-tendances* qui se croisaient dans les affaires du monde. Pour cette raison même, il est extrêmement difficile de dégager de cette confusion les principales caractéristiques de cette période. Dans un de mes précédents ouvrages¹, j'ai tenté de résumer les principales caractéristiques de la période de déclin de la manière suivante :

"(1) L'extension géographique de la méthode de production capitaliste devient plus étroite : à côté des pays capitalistes, il existe et continue à augmenter en nombre des pays dans lesquels les ouvriers établissent déjà leur dictature.

"(2) Dans les différents pays capitalistes, il y a une tendance au retour aux formes de production existant à l'époque précapitaliste.

"(3) La division internationale du travail est restreinte, le commerce avec l'étranger diminue : le commerce mondial, qui était auparavant groupé uniformément autour du centre hautement industriel de l'Europe occidentale, perd son équilibre et se dissout en parties construites économiquement sur des bases entièrement divergentes.

"(4) Les changes d'or, auparavant uniformes et ne différant que par la taille des diverses unités monétaires, sont supplantés par des changes de papier incertains et vacillants : une tendance est perceptible dans le sens d'un retour au commerce en nature.

"(5) L'accumulation du capital fait place à un appauvrissement progressif, à une désaccumulation.

"(6) La production diminue.

"(7) Le système de crédit s'effondre.

"(8) Le niveau de vie du prolétariat diminue : soit parce que les salaires ne suivent pas l'augmentation du coût de la vie, soit à cause d'un chômage énorme.

"(9) Parmi les différentes couches des classes possédantes, il y a un conflit toujours plus aigu pour la répartition de la production sociale de valeurs qui diminue. Politiquement, cela se traduit par un changement constant de gouvernements, l'effondrement et la formation de nouveaux partis, l'absence d'un parti gouvernemental stable dans les parlements, etc.

"(10) Idéologiquement, la foi dans le caractère éternel et inébranlable de l'ordre capitaliste de la société commence à s'effriter : la classe dirigeante est obligée de s'armer pour protéger sa domination.

"Cette condition du capitalisme, qui a été incomplètement et hâtivement caractérisée dans ce qui précède, peut être appelée le stade du **déclin du capitalisme** ou la période des **crises continues**." ²

¹ E. Varga : *Die Niedergangsperiode des Kapitalismus*. Hamburg, 1922, 54 S, ou *The Process of Capitalist Decline* *op. cit.*

² L'éditeur Anglais de 1924, ici, donne une autre traduction que celle de *The Process of Capitalist Decline*. Traduite en Français, la version de Hambourg diffère légèrement de celle qui est donnée dans le texte :

Deux ans ne se sont pas écoulés depuis que les lignes ci-dessus ont été écrites et, bien qu'elles soient toujours vraies dans l'ensemble, cependant l'importance de plusieurs des dix points a été fortement réduite, par exemple, la tendance à un retour aux formes économiques de l'époque précapitaliste (point 2). Je considérais déjà à l'époque comme douteux le fait que l'accumulation ait cédé la place à la désaccumulation dans l'ensemble de l'économie capitaliste.¹ A la lumière du boom qui s'est produit depuis lors aux Etats-Unis, cette phrase peut être considérée comme incorrecte. Cela ne signifie pas pour autant qu'elle doive être considérée comme incorrecte pour les pays européens les plus durement touchés par la crise.

En revanche, plusieurs caractéristiques très importantes de la période actuelle de l'économie mondiale sont absentes de ce qui précède.

i. *L'absence d'uniformité dans le développement des booms*, signe certain de l'absence d'une forme de production capitaliste uniforme.

ii. *La crise agraire*, imbriquée dans la phase générale des crises et s'étendant au monde entier.

iii. *La crise sociale en Europe et dans les principaux pays industriels d'Europe*, conséquence d'un déclin de la division du travail de l'économie mondiale.

1. L'expansion géographique de la forme capitaliste de production se ralentit ; outre les pays capitalistes, il existe des pays en nombre croissant où le prolétariat se prépare à la dictature.

2. Dans les différents pays capitalistes, on observe une tendance croissante au retour à des formes d'industrie précapitalistes.

3. La division internationale du travail se rétrécit ; le commerce extérieur se réduit, la vie économique du monde, qui s'organisait organiquement autour du noyau industriel hautement développé de l'Europe occidentale, perd ses diverses structures économiques.

4. L'étalon-or des divers pays, qui, tout en différant par le nombre de ses unités d'or, constituait dans l'ensemble une monnaie uniforme et stable, est remplacé par une monnaie de papier instable et violemment fluctuante ; et l'on tend même à revenir au troc.

5. L'accumulation antérieure du capital est remplacée par un appauvrissement progressif, une désaccumulation.

6. Le volume de la production diminue.

7. L'ensemble du système de crédit s'effondre.

8. Le niveau de vie du prolétariat s'abaisse, soit par le fait que le salaire normal ne suit pas la hausse des prix, soit par la réduction des salaires, soit par le chômage.

9. Parmi les diverses couches de la classe possédante, une lutte sévère s'engage pour le partage du produit social en diminution. Cela se manifeste, sur le plan politique, par l'éclatement des partis de la coalition gouvernementale, par l'incapacité de former de nouveaux organes politiques ou de formuler de nouveaux programmes, etc. etc.

10. La foi dans l'unité et la solidité de l'ordre capitaliste de la société est ébranlée. La classe dirigeante, perdant son autorité morale, a recours à la force et s'arme pour la protection de sa domination.

Cette condition du capitalisme, incomplètement et rapidement évoquée dans ces points, nous nous risquons à l'appeler le stade de **décomposition du capitalisme** ou **la période de crise permanente**, ou **la période de crise**, pour faire court.

[**en rouge** des mots importants.]

¹ E. Varga : *The Process of Capitalist Decline*, page 15. [*Selected writings*, p. 426]

iv. La tendance des pays impérialistes européens, au lieu d'étendre leurs marchés, à entraver la production d'un concurrent et à faire reculer le développement capitaliste.

*

* *

Le résultat de l'ensemble de ces trois années de développement nous semble être le suivant :

La crise sociale aigue du capitalisme, la rébellion instinctive et inorganisée de la classe ouvrière contre la société capitaliste, semble dans l'ensemble avoir été surmontée. D'autre part, le conflit "normal" de la société capitaliste semble avoir été rendu beaucoup plus aigu par la concentration et la centralisation croissantes d'une part, et par la naissance de partis de masse révolutionnaires et communistes d'autre part.

La crise économique du capitalisme s'est atténuée mais n'est pas encore surmontée. La production a à peine atteint le niveau d'avant-guerre ; la production de l'Europe a diminué, celle des pays capitalistes hors d'Europe a augmenté ! En raison de *l'offensive réussie du capital* contre le prolétariat, de *l'expropriation de la classe moyenne* par l'inflation, et de *l'appauvrissement progressif des paysans* en raison des bas prix des produits agricoles par rapport aux produits industriels ("ciseaux"), la répartition des revenus a été déplacée en faveur du capital. De cette manière, l'accumulation capitaliste a été rendue possible, dans de nombreux cas en même temps que l'industrie dans son ensemble déclinait. Conformément au caractère antagoniste de la société capitaliste, les tendances favorables au dépassement de la crise ont la faculté immanente de se transformer en son contraire ; par la réduction des revenus, le pouvoir d'achat des classes touchées est également réduit, ce qui devient une source de nouvelles guerres.

La crise de la politique économique se poursuit sans relâche. Aucun des grands problèmes économiques – la question des réparations, les dettes internationales, les relations des États capitalistes avec la Russie, les tarifs protecteurs contre le libre-échange, l'inflation ou le retour à l'or – n'a pu être résolu au cours des trois dernières années. Le chaos économique se poursuit sans changement.

On nous reprochera à juste titre d'accuser notre présentation de la situation d'être peu claire. Mais nous devons répéter que le manque de clarté, l'existence de tendances contradictoires est une caractéristique de la période actuelle. Toutefois, en ce qui concerne les perspectives d'une révolution, nous voudrions dire ce qui suit, en anticipant les résultats de nos observations ultérieures :

La position actuelle du capitalisme, bien que le sentiment général de rébellion de la part du prolétariat, observable immédiatement après la fin de la guerre, n'existe plus, *est celle qui donne de bonnes perspectives pour une révolution réussie en Europe*. Que cette possibilité devienne une réalité, dépend de l'attitude du prolétariat et de son avant-garde révolutionnaire, le Parti communiste. Il n'existe pas de situation économique qui assure la victoire du prolétariat sans de longues luttes continues, durables et exigeant de nombreux sacrifices. Et il n'existe pas de situation qui n'offre aucune issue à la bourgeoisie.

"[Camarades,] nous en arrivons maintenant à la question de la crise révolutionnaire comme base de notre action révolutionnaire. A ce propos, nous devons toutefois mentionner deux erreurs largement répandues. Les économistes bourgeois, de leur côté, représentent cette crise simplement – pour employer leur élégante expression anglaise – comme des "troubles". D'autre part, les révolutionnaires tentent parfois de prouver qu'il n'y a absolument aucune issue à la crise.

"C'est une erreur. Il n'y a pas de situations absolument sans issue. La bourgeoisie agit comme un voleur impudent qui a perdu la tête. Elle commet une folie après l'autre, accroît ainsi les difficultés de la situation et précipite sa propre destruction. Tout cela est vrai, mais on ne peut pas "prouver" qu'il n'y a aucune possibilité pour la bourgeoisie d'endormir une minorité d'exploités à l'aide d'une petite concession, et de supprimer le mouvement ou le soulèvement d'une petite section d'opprimés et d'exploités. La tentative de "prouver" le "désespoir absolu" dès le départ est futile et revient à se battre avec des mots. Une véritable "preuve" pour cette question ou d'autres questions similaires ne peut être apportée que par l'expérience. L'ordre bourgeois traverse actuellement une crise extrêmement révolutionnaire dans le monde entier. Nous devons maintenant "prouver" par les pratiques réelles des partis révolutionnaires qu'ils sont suffisamment conscients de la classe, qu'ils possèdent une emprise suffisamment intime sur les masses et suffisamment de détermination et de sagesse, pour utiliser cette crise pour le succès, la révolution triomphante.

C'est pour préparer cette "preuve" que nous nous sommes principalement réunis ici, au Congrès de l'Internationale communiste."¹

Ces propos ont été tenus par Lénine en 1920, à une époque où la vague de la révolution semblait encore sur une tendance ascendante ; où les grandes masses d'ouvriers étaient sur le point d'adhérer au Parti communiste ; où les "fameux" Vingt et un points étaient élaborés afin de protéger l'Internationale communiste d'un flot d'éléments opportunistes ; où l'Armée rouge était au milieu d'une marche triomphale sur Varsovie.

Mais s'il est vrai qu'il n'y a pas de situation dont la bourgeoisie ne puisse sortir, il est également vrai qu'il n'y a pas de situation dans laquelle le prolétariat révolutionnaire ne puisse mener des combats victorieux. La lutte honnête et sérieuse du prolétariat pour l'amélioration de ses conditions au sein du système capitaliste est un facteur de première importance pour éviter la crise. S'il est possible au Parti communiste, en tant que chef de file de la lutte de l'ensemble du prolétariat, d'entraîner également dans la lutte les masses de paysans qui sont exploitées par les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie, la lutte peut mener à la victoire, même si le système capitaliste "normal" devait apparemment être rétabli.

¹ Lénine, *Rapport du 19 juillet 1920* au 2^e congrès de l'Internationale Communiste, O. t. 31, pp. 233-234 (traduction, légèrement différente, mais de même sens, par ex. : « démonstration » au lieu de « preuve »).

III. PRODUCTION ET ACCUMULATION MONDIALES

A la lumière des caractéristiques de la période actuelle de déclin du système capitaliste mentionnées ci-dessus, nous allons essayer d'examiner spécialement la production mondiale et l'accumulation de la richesse.

Production mondiale

Le tableau I de l'annexe [*infra*, p. 53] donne un aperçu de la production mondiale des marchandises les plus importantes, dans la mesure où les statistiques sont disponibles. Si nous comparons la production de 1913 à celle de 1923, nous avons l'impression que la production d'avant-guerre a presque été atteinte. Mais pour apprécier l'importance de ce tableau, il faut souligner les points suivants

(1) L'année 1923-24 a été de toute façon très favorable au blé et aux céréales ; si nous comparons la moyenne de 1920-23 à celle de 1909-13 (cette moyenne n'a malheureusement pas encore été publiée par l'Institut d'Agriculture), il serait clair que la production normale d'avant-guerre n'a nullement été atteinte.

(2) L'augmentation de la production s'applique aux pays non-européens. (États-Unis, Canada, Argentine). L'Europe est encore très en retard par rapport à la période d'avant-guerre.¹

(3) *La production dans les industries lourdes, particulièrement importante pour le capitalisme, n'a pas encore atteint celle d'avant-guerre.* En millions de tonnes, la production a été la suivante

	1913	1923
Charbon	1,344	1,360 (notre estimation)
Fer	73	65
Acier	75	73
Construction navale (1.000 tonnes)	3,330	1,643

Dans ces branches de production, si caractéristiques du système capitaliste, la production de 1913 n'a pas encore été atteinte, bien que l'année 1923 comprenne l'apogée du boom américain.

(4) *Dans des conditions normales, la production de fer et de charbon connaît une augmentation considérable de décennie en décennie.* (Voir le tableau III de l'annexe, [p. 54].) Au cours de la décennie 1913-1923, cette augmentation est insuffisante. Il est douteux qu'elle se produise au cours de la prochaine décennie. Compte tenu du fait que le sommet du boom américain,

¹ Le développement de la production de sucre est caractéristique :

Millions de *Double Hundredweights* [double quintaux ?]

	1913	1923
Sucre de betterave (produit européen)	62	747
Sucre de canne (produit non-européen)	95.0	127

qui a fourni avant tous les autres l'augmentation de la production au cours des dernières années, a sans doute été dépassé, et compte tenu du fait que les entreprises européennes n'ont pas connu un tel boom, nous estimons peu probable qu'une augmentation similaire se produise au cours de la prochaine décennie.

Les chiffres de production ne permettent donc pas d'affirmer que la période critique a été franchie. La faible production des industries lourdes est d'autant plus significative que la *capacité de production* est beaucoup plus grande qu'avant la guerre. Une grande partie des usines ne produit pas du tout. A l'autre extrême, nous observons la longue persistance du chômage ; nous y reviendrons dans un autre contexte.

Accumulation

En traitant de la question de l'accumulation, nous distinguerons l'accumulation de la *richesse* et l'accumulation du *capital*, afin d'éviter toute erreur. Par accumulation de la richesse, nous entendons l'augmentation des objets de valeur en possession d'un peuple, indépendamment des classes ; en d'autres termes, la différence entre la production annuelle de valeurs et leur consommation. Par accumulation du capital, nous entendons l'augmentation de la partie de la richesse qui est utilisée comme capital et se trouve entre les mains du capitaliste. L'accumulation de la richesse et du capital dans le capitalisme normal suit des lignes parallèles, dans la mesure où c'est à la classe capitaliste que revient principalement la richesse nouvellement créée, conformément à la loi de la production capitaliste.

Cependant, il existe aussi la possibilité d'un développement tout à fait opposé dans l'accumulation de la richesse et du capital. Il est possible que la richesse qui est entre les mains de toutes les classes reste la même ou diminue, alors qu'en même temps une accumulation de capital a lieu, en ce sens qu'une partie de la richesse des classes non capitalistes passe entre les mains des capitalistes et augmente leur capital.¹ La désaccumulation (diminution) de la richesse et l'accumulation de capital ne sont pas nécessairement exclusives l'une de l'autre.

La question se pose maintenant de savoir si, à l'heure actuelle, il y a effectivement une accumulation de richesse et une accumulation de capital, ou non. La réponse à cette question serait intéressante pour cette raison : les camarades qui adhèrent à la théorie de l'accumulation de Rosa Luxemburg considèrent cette question comme d'une importance vitale pour déterminer les perspectives d'une révolution. En général, ils sont d'avis que l'ordre capitaliste de la société ne peut être maintenu sans accumulation ; certains d'entre eux tirent de la prémisse que le capitalisme continue à accumuler la conclusion qu'il n'y a aucune crise du capitalisme² et que, par conséquent, les perspectives d'une révolution sont très faibles.

Je ne partage aucun de ces points de vue, du moins pas lorsqu'ils sont exprimés de manière aussi dogmatique.

¹ A ce propos, il faut encore distinguer entre le transfert réel de la richesse des mains des non-capitalistes vers celles des capitalistes et l'accumulation fictive des temps de guerre, pendant lesquels la classe capitaliste a reçu, au lieu des valeurs réelles antérieures, des obligations d'Etat et des créances sur les revenus de la production des années suivantes ; en d'autres termes, lorsque dans de nombreux cas elle s'est enrichie uniquement sur le papier.

² Pour un exemple classique, voir la série d'articles du camarade Ollivier dans *la Vie Ouvrière*, à partir du n° 208, 1923.

L'absence de possibilité d'accumulation signifie une réduction de la production et, par conséquent, une lutte plus âpre des classes pour le partage du produit annuel ; par conséquent aussi de meilleures perspectives pour un mouvement révolutionnaire du prolétariat. La cessation de l'augmentation des moyens de production signifie – dans les conditions capitalistes – que les nouvelles générations, lorsqu'elles atteignent l'âge de travailler, sont incapables de trouver du travail, même au plus fort de l'essor, ce qui tend à aggraver la situation. *Mais l'absence d'accumulation ou même de désaccumulation n'est en aucun cas une garantie de l'effondrement du capitalisme.* Le capitalisme peut évoluer dans un sens rétrograde ; un retour partiel à des formes d'économie précapitaliste peut avoir lieu ; des millions de personnes peuvent mourir de faim ou être saisies par la peste ; un ou plusieurs pays capitalistes peuvent accumuler aux dépens des pays capitalistes qui se "décapitalisent" ; mais la domination du capitalisme peut néanmoins subsister si le prolétariat ne lui arrache pas le pouvoir par des moyens révolutionnaires. Il nous semble que la spéculation sur l'impossibilité de l'accumulation comme prémisses à la révolution représente un opportunisme considérable.

D'autre part, l'existence de l'accumulation ne prouve nullement que la révolution prolétarienne est sans espoir. L'accumulation du capital peut avoir été forcée par la réduction des salaires réels des ouvriers et par l'expropriation successive de la classe moyenne et de la paysannerie ; elle n'exclut donc nullement l'existence de situations révolutionnaires ; à cet égard, on peut admettre qu'une accumulation réelle de richesses, résultant de l'élévation du niveau de vie de toutes les classes, crée une situation défavorable à la révolution. Cette dernière situation ne se développerait cependant que dans le cas où le capitalisme, dans le monde entier, prendrait un nouvel essor.

Il serait certainement utile de déterminer, au moyen de chiffres, si une accumulation – sous les deux formes, accumulation de richesse et accumulation de capital – a eu lieu au cours des dernières années.

La réponse à cette question est extrêmement difficile.

La question de l'accumulation réelle de la *richesse* est peut-être plus facilement déterminée par certains signes ; par l'activité de construction dans le sens le plus large ; par l'importance des stocks visibles de marchandises ; par l'état des moyens de communication et du bétail, etc.

Le signe le plus important est certainement *l'activité de construction*, puisque toute extension des établissements dans lesquels s'effectue la production signifie aussi l'extension des opérations de construction, et que, d'autre part, *l'activité de construction signifie la conversion des forces productives actuelles en une forme naturelle, dont l'amortissement aura probablement lieu dans 30 à 100 ans*, et qui est donc la forme typique de l'accumulation.

Or, nous observons qu'aux États-Unis, au cours des deux dernières années, et vraisemblablement aussi au cours de l'année 1924, il y a un formidable boom de la construction aux États-Unis. Plusieurs milliards de dollars sont mis de côté chaque année à des fins de construction – bâtiments d'usine, maisons, entrepôts, écoles, etc. Cela signifie une véritable accumulation, tout comme l'activité d'investissement des chemins de fer, l'augmentation rapide du nombre d'automobiles, etc. Cette accumulation de richesse signifie certainement aussi l'accumulation de capital dans la plupart des cas !

La situation est différente en Europe. L'activité de construction n'est partout qu'une fraction de celle d'avant-guerre. Dans toutes les grandes villes, il y a une pénurie effroyable de logements. La construction de chemins de fer et d'autres grandes opérations ne se déroulent également que de

manière réduite. On ne peut en tirer qu'une seule conclusion, à savoir que l'accumulation des richesses se fait, si elle se fait, à un rythme beaucoup plus lent qu'avant la guerre.

Une exception semble être fournie par la France qui, au cours des dernières années, a presque entièrement reconstruit ses zones dévastées. Toutefois, pour évaluer ce fait, il faut tenir compte du fait que les opérations dans d'autres parties de la France ont été extrêmement limitées ; que la France a reçu des paiements d'un montant considérable de l'Allemagne, et qu'elle a été approvisionnée par des crédits d'autres pays ; également, qu'une partie de ces investissements a été payée aux dépens des classes moyennes par l'inflation.

En ce qui concerne l'accumulation du *capital*, sa progression est beaucoup plus difficile à juger. Les estimations de la richesse nationale habituellement avancées par les auteurs bourgeois, l'inclusion du capital des sociétés par actions, les dépôts dans les banques, etc. ne peuvent servir de base acceptable. Sous la richesse nationale sont compris des éléments fictifs, tels que la valeur des terrains (rente foncière capitaliste) ; par le système de la participation mutuelle et des sociétés de portefeuille, le même élément réel de la richesse apparaît plusieurs fois ; par la dépréciation de l'or (dont le pouvoir d'achat est actuellement inférieur d'un tiers environ à celui d'avant la guerre), toutes les estimations semblent exagérées. Dans les pays où le change est instable, ces estimations sont grevées d'un facteur supplémentaire de manque de fiabilité.

Pour cette raison, nous ne pouvons rien faire avec des estimations de ce genre.¹ "Nous devons nous fier à l'observation générale des faits économiques. Ceux-ci révèlent ce qui suit :

Une accumulation de capital parallèle à l'accumulation de richesses aux Etats-Unis, dans les colonies anglaises, et en général dans les régions capitalistes hors d'Europe.

Une accumulation de capital basée, pour la plupart ou entièrement, non pas sur l'augmentation de la richesse, mais surtout sur le transfert, provoqué par la concentration et l'inflation, de la richesse qui se trouvait auparavant entre les mains des couches non capitalistes de la société, vers les mains des capitalistes des pays d'Europe.

En supposant que les sources d'erreurs sont à peu près les mêmes, on peut faire certaines déductions intéressantes : si nous éliminons les emprunts gouvernementaux comme n'étant pas une accumulation réelle, les nouvelles émissions s'élèvent à 186,8 et 144 millions respectivement pour 1912 et 1913, et à 131,1 et 97,9 millions respectivement pour 1922 et 1923. Si l'on considère la réduction du pouvoir d'achat de l'or et sa dépréciation, il en résulte une diminution sensible de l'accumulation réelle. Et comme la situation économique de l'Angleterre, malgré la grave crise de l'industrie d'exportation, n'est nullement moins favorable que celle des autres pays européens en ce qui concerne les possibilités d'accumulation, nous pouvons en déduire que l'accumulation est limitée dans toute l'Europe.

¹ Voir en annexe les tableaux **Va** et **Vb**, [p. 58], contenant des données sur l'émission des capitaux aux États-Unis et en Angleterre.

IV. LE MANQUE D'UNIFORMITÉ DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE CAPITALISTE

L'un des signes les plus frappants de la période de crise est l'absence d'uniformité dans l'économie mondiale capitaliste. Le commerce mondial est constitué de zones vaguement connectées, dans chacune desquelles la progression du marché est différente, avec des monnaies de valeur instable substituées à l'or comme monnaie mondiale, avec des conditions entièrement différentes en ce qui concerne les crédits, etc.

Le progrès contradictoire du cours des affaires.

Alors que, dans le cadre du capitalisme "normal", la progression du cours des affaires est la même pour tous les pays capitalistes, nous constatons une situation inhabituelle ces derniers temps : les différents pays capitalistes connaissent des booms à des moments différents, et la progression de ces booms est contradictoire et opposée. Il est difficile d'exprimer cela en chiffres, car les statistiques économiques de la plupart des pays ne sont pas adaptées à cette fin. (Dans l'annexe, tableau **IV, a, b, c**, [p. 55 et 56] nous donnons les chiffres économiques les plus importants pour les États-Unis, la France et l'Angleterre). Sur la base de nos observations de la tournure du marché, nous pouvons signaler l'évolution suivante sur une base trimestrielle :

Trimestre						
1922	U.S.A.	Angleterre	France	Allemagne	Tchécoslovaquie	Pologne
1 ^{er}	Amélioré	Pauvre	—	Bon	Pauvre	Amélioré
2 ^e	Bon	Pauvre, mais en amélioration	Amélioration	Très bon	Pauvre	Amélioré
3 ^e	Boom en baisse	Idem	Amélioration	Bon, en baisse	Pauvre	Amélioré
4 ^e	Bon	Amélioration	Idem	Idem	Pauvre	Amélioré
1923						
1 ^{er}	Boom	Amélioration	Pire	Pauvre	Amélioration	Pauvre
2 ^e	Boom	Amélioration	Pire	Pauvre	—	Pauvre
3 ^e	Boom en baisse	Pire	Meilleure	Crise	Déclinant	Meilleure
4 ^e	Idem	Amélioration	Meilleure	Crise	Incertain	Meilleure
1924						
1 ^{er}	Boom, amélioration.	Amélioration	Meilleure	Amélioration	—	Pauvre
2 ^e	Boom en forte baisse	Amélioration	Meilleure	Amélioration	—	Pauvre

Cette caractérisation de l'évolution du marché est, bien entendu, insuffisante et vulnérable quant aux détails, étant donné qu'à l'intérieur des pays individuels, il n'y a pas non plus de tendance uniforme des affaires dans toutes les branches de production. (Même au plus fort du boom aux États-Unis, certaines branches de l'industrie sont restées en dessous du niveau de 1919). Ainsi, en estimant le cours du marché, on peut arriver à des résultats différents selon l'importance que l'on attache à

chaque branche de production. Quoi qu'il en soit, le tableau montre que le cours des affaires n'est pas uniforme.

On peut également affirmer que l'amélioration des affaires dans un pays est achetée au détriment de celle d'un autre pays. Ainsi, l'amélioration de l'industrie lourde anglaise a été obtenue au prix de l'arrêt de la production dans la vallée de la Ruhr et en partie aussi en France. Il semblerait que le capitalisme soit incapable de provoquer un boom général !

Le boom américain isolé

L'événement le plus important de ces trois dernières années est le boom américain. Il a atteint son apogée en avril 1923. (Voir le tableau **IVa** dans l'annexe, [p. 55]) L'importance fondamentale est la suivante : (1) Le boom américain s'est produit comme un fait isolé et est resté isolé.

(1) Le boom américain s'est produit comme un fait isolé et est resté isolé, et n'a pas réussi à entraîner dans son sillage un boom du capitalisme européen.

(2) Qu'il a pu avoir lieu bien que la crise ait continué en Europe.

(3) Le boom américain dépendait entièrement du pouvoir d'achat du marché intérieur et n'avait rien à voir avec l'augmentation des exportations. Ceci est évident d'après les chiffres du commerce extérieur des Etats-Unis. En millions de dollars, les chiffres du commerce sont les suivants :

	Importations	Exportations	Excédent des importations sur les exportations ¹
1921	2,509	4,485	1,976
1922	3,113	3,832	719
1923	3,950	4,025	75

On le voit : *l'exportation de marchandises* n'a pas augmenté pendant la période de plus grand boom. Si l'on tient compte du prix très élevé du coton en 1923, l'exportation de marchandises de toutes sortes a dû être inférieure à celle de 1921. Ce qui est encore plus caractéristique, c'est le fait que pendant le pic du boom, c'est-à-dire pendant les mois de mars, avril et mai 1923, les États-Unis ont eu *une balance commerciale passive* – un cas très exceptionnel. La capacité du marché intérieur à absorber le produit était si grande que, bien que la production ait été augmentée au maximum, elle ne suffisait pas aux besoins : Les tuiles hollandaises, le fer français, le charbon anglais, tout se retrouvait en Amérique et y était acheté. Lorsque le boom s'est calmé, les importations ont rapidement diminué, tandis que les exportations ont augmenté.

Ce changement signifie qu'un boom aux États-Unis n'avait plus d'effet stimulant sur le cours des affaires en Europe. Le capitalisme européen n'a pas pu participer à cette phase d'amélioration des affaires ; l'effet de la *période* de crise a été si écrasant qu'il a supprimé la *phase* d'amélioration des affaires individuelles.

Certains sont d'avis que l'Europe ne connaîtra un essor qu'après la résolution du problème des réparations sur la base du rapport des experts. Nous considérons que ce point de vue est erroné, comme nous le développerons plus loin. Mais même si la remarque était solide, il faudrait en déduire

¹ [Sic, mais c'est évidemment l'inverse : les exportations sont en excédent, mais de moins en moins – note MIA]

que la vie économique des États-Unis a été complètement coupée de celle de l'Europe et que le boom et la crise ne coïncident pas.

En effet, *personne ne peut douter aujourd'hui que le boom américain a atteint sa fin*. Tous les articles de journaux (les statistiques officielles n'apparaissent que deux ou trois mois plus tard) s'accordent à dire que le déclin des affaires s'est étendu à toute l'industrie lourde. Le prix du fer a été réduit. Sur les 15 fonderies de la société Carnegie à Feddell, six ont été éteintes en même temps. Les usines d'étain ne sont employées qu'à 50 pour cent de leur capacité. La production du trust de l'acier a diminué de 6 à 7 pour cent en avril, celle des entreprises indépendantes de 8 à 10 pour cent en mars.¹ On dit que Ford a un million de voitures en stock.² Nous ne nous permettons pas de prédire avec certitude qu'une crise aiguë s'ensuivra bientôt. Mais les capitalistes des États-Unis essaieront de retarder la crise par l'exportation forcée de produits industriels, ce qui réduira considérablement la possibilité d'un boom européen attendu par les optimistes.

Abordons brièvement la raison particulière de ce boom. À notre avis, elle est due en grande partie à la circonstance qu'aux États-Unis aussi l'accumulation a été insuffisante pendant la guerre. On a trop peu construit et le matériel ferroviaire n'a pas été suffisamment renouvelé. Le gigantesque boom de l'industrie du bâtiment et les énormes commandes des chemins de fer ont été, à part l'industrie automobile, les facteurs les plus importants du boom qui vient de s'achever. Cet appel urgent de commandes pour remplacer les lacunes de la période de guerre a déjà été satisfait ; l'agriculture, en raison des "ciseaux", est moins apte à absorber des commandes ; l'Europe ne peut pas acheter, car elle n'a pas de marchandises pour payer l'Amérique. C'est pourquoi la période d'expansion, qui a d'ailleurs duré très longtemps – trois ans – devait prendre fin.

La relation des États-Unis avec l'Europe est l'un des problèmes les plus lourds de la crise. Même avant la guerre, la balance commerciale des États-Unis avec l'Europe était résolument active – moyenne annuelle des exportations, 1910-1914, 63,3 pour cent, des importations, 49,6 pour cent. (Voir annexe, tableau VI [p. 59].) La différence était couverte par l'argent envoyé par les immigrants, les dépenses des Américains en Europe et les intérêts des titres américains aux mains des Européens. La balance commerciale est devenue encore plus favorable par rapport à l'Europe pendant la période d'après-guerre : exportations vers l'Europe, 1923, 54,4 pour cent, importations 31,8 pour cent. Et comme les titres américains avaient été rachetés pendant la guerre par des Américains, la différence a dû être compensée par l'exportation d'or de l'Europe vers l'Amérique. En fait, la réserve d'or des États-Unis augmente de mois en mois. Les billets de la banque centrale d'émission sont actuellement couverts à plus de 80 pour cent par de l'or. Le moment n'est pas loin où ils seront couverts à 100 pour cent, auquel cas le problème de l'"inflation de l'or" deviendra aigu. L'accumulation continue d'or aux États-Unis est un signe caractéristique du changement d'importance économique de l'Europe et de l'Amérique. En même temps, elle démontre à quel point l'économie et les affaires du monde sont devenues divisées.

Chômage

Un peu à l'image du boom, le chômage présente un caractère irrégulier, en zigzag, mais à l'opposé du boom. A cet égard, il est important de rappeler que le nombre de chômeurs dans les pays

¹ *Usine*, 19 avril [1924], *Berliner Börsen-Courier*, 29 avril, etc.

² *New York Herald*, 16 avril. *Times*, 25 avril, rapporte un mouvement général de baisse.

capitalistes les plus importants est actuellement, au début de 1924, au moins aussi élevé qu'il y a trois ans, comme le montrent les chiffres suivants :

(En milliers)

Début	U.S.A.*	Angleterre	Allemagne	Italie	Tchécoslovaquie	Pologne	Ensemble
1921	3,400	977	300	112	95	74	4,958
1922	2,000	1,926	120	606	113	221	5,086
1923	—	1,493	300	391	441	120	2,745
1924	1,000	1,371	2,200**	270	220***	200*** ⁵	5,261

* Estimations non officielles, qui coïncident toutefois avec les estimations du *Bulletin de la Réserve fédérale*.¹

** Estimation.

*** Décembre 1923.

Ces chiffres ne sont, bien entendu, qu'approximativement exacts. Partout le nombre de chômeurs est certainement plus important que ce qui est indiqué ici sur la base des statistiques officielles. Les chômeurs sont estimés différemment selon les pays. Mais on peut supposer que les sources d'erreurs sont dans l'ensemble les mêmes, de sorte que la comparaison n'en est pas perturbée. Le nombre total reste inchangé, dans l'ensemble. (Le chiffre de 300 [mille] pour l'Allemagne, en 1923, est en fait beaucoup trop bas pour l'Allemagne, dans la mesure où il y avait un grand chômage dans la Ruhr à la suite de l'Occupation, qui n'a cependant pas été enregistré comme tel). Alors que dans certains pays, comme par exemple en Angleterre et en Allemagne en ce moment (fin avril

¹ Ce dernier prend l'emploi en 1919 comme chiffre de l'indice 100, et déclare ensuite:-

Moyenne mensuelle 1921	83
Moyenne mensuelle 1922	90
Avril 1923, pic du boom	103
Janvier, 1924	98

Il y avait en 1919 :

Ouvriers d'usine	9.1 millions
Cheminots	2.0 millions
Employés de bureau	3.1 millions

Si l'on ajoute les ouvriers des petites industries, du commerce, etc., cela fait vingt millions d'ouvriers. En conséquence, le nombre de chômeurs doit être de :

1921	25% = 4 millions
1922	13% = 2.6 millions
1923	—
1924	5% = 1.0 million

[il faut donc corriger le tableau : il y avait au moins un 0 de trop – 34 000 au lieu de 3 400]

1924), les chiffres sont en baisse, ils augmentent aux États-Unis et en Pologne. Il y a variation, mais pas de résorption du chômage, pas de réduction au statut "normal" de l'armée de réserve industrielle. C'est la preuve que la période de crise de la phase d'expansion n'est pas encore passée. (Voir annexe, tableau VII. [p. 60]).

La crise des changes

Aujourd'hui comme hier, il n'y a pas de conditions de change stables. Il n'y a que dans deux pays, les États-Unis et la Suède, que la monnaie est réellement adossée à l'or. Tous les autres États sont sur une base de papier. Au cours des trois dernières années, le change de l'Allemagne, de la Pologne et de l'Autriche s'est complètement effondré, et la stabilisation s'est faite artificiellement sur une nouvelle base. Nous parlerons plus tard des effets de ce processus sur les revenus et les fortunes. La tentative de l'Angleterre de remettre la livre sterling sur un pied d'égalité avec le dollar a échoué. On ne peut pas non plus prétendre que le chaos des changes ait pris fin avec la stabilisation des changes allemands et polonais. Les derniers mois ont été marqués par l'effondrement du franc français : jusqu'à 130 pour une livre sterling, puis une remontée à 65 pour une livre. Plusieurs bourses considérées comme assez stables – celles du Japon, du Danemark et de l'Espagne – se sont considérablement dépréciées récemment. La japonaise affiche déjà un *disagio* de 20 pour cent.

Il semblerait superflu ici de discuter en détail l'effet catastrophique de la fluctuation des changes sur les affaires capitalistes. Ceux-ci sont généralement connus : au lieu du calcul et de la production – la spéculation ; la progression du capital commercial et spéculatif aux dépens du capital industriel solide ; l'insécurité générale, dont les grands capitalistes profitent pour spolier systématiquement les petits. D'autre part, des couches parasites qui s'affairent dans le domaine de la circulation et qui attirent à elles une partie du capital excédentaire. (Voir annexe, tableau VIII [p. 61])

La pénurie de crédit et de capital

Un phénomène intéressant de la période de crise est l'énorme différence entre les intérêts demandés dans les différents pays pour l'argent prêté. Alors qu'aux États-Unis et en Angleterre, l'argent est abondant et les taux d'intérêt sont bas – 3 à 5 % – l'intérêt demandé en ce moment en Allemagne pour les crédits garantis par des titres d'État est de 24 à 96 %. Les entreprises industrielles de première classe paient 2 % par mois. Une situation similaire existe en Finlande, en Pologne et, en général, dans les États autrefois désignés comme "territoire de sous-production". On utilise le terme de "crise du crédit". En réalité, il s'agit de la *pénurie de capitaux* résultant de l'appauvrissement de ce territoire. Dans des circonstances normales, une telle divergence des taux d'intérêt ne pourrait pas être maintenue pendant longtemps, en fait, elle ne pourrait pas se produire du tout, car le capital disponible pour les prêts est très mobile et dans le temps le plus court possible, il passe d'un pays à l'autre et égalise les taux d'intérêt. (Il existe une différence constante à l'intérieur de chaque pays, en fonction de la sécurité de l'investissement).

Pour le moment, cependant, la situation politique en Europe continentale est si incertaine que les capitaux anglais et américains, malgré le taux d'intérêt élevé, ne s'y rendent qu'en quantité limitée.

Au contraire, les capitaux fuient l'Europe appauvrie vers les États-Unis, où, certes, l'intérêt est faible, mais où ils semblent pouvoir être investis en toute sécurité. Selon les rapports du Département du Commerce¹, au cours de l'année 1923, ont été achetés :

Flux de capitaux d'Europe vers les USA

Titres étrangers par des Américains	\$410,000,000
Titres américains par des étrangers	\$394,000,000
Devises américaines par des étrangers	\$50,000,000

En d'autres termes, les étrangers ont apporté plus de capitaux en Amérique qu'ils n'en ont exporté des États-Unis.

Le rapport officiel dit: "S'il s'est avéré impossible pour nous de maintenir notre position de premier pays prêteur au monde que nous étions l'année dernière, cela n'est pas dû à un manque de capitaux de notre part, mais plutôt aux conditions instables à l'étranger, qui ont rendu l'investissement dans les pays étrangers moins attrayant pour les Américains."

En résumé : il n'y a pas d'économie mondiale uniforme, car la marche des affaires, la position du marché du travail, la situation des changes, les taux d'intérêt n'évoluent pas selon des lignes parallèles dans les différents pays, mais en contradiction les uns avec les autres.

¹ U. S. international balance-sheet. Capital investment from abroad, *The Times*, 7 avril 1924, p. 20.

V. LE DECLIN DE LA DIVISION MONDIALE DU TRAVAIL ET LA CRISE DES PAYS INDUSTRIELS EUROPEENS

La crise des pays industriels européens se détache nettement de la crise générale. Pendant la guerre, l'avantage particulier de l'industrie de l'Europe occidentale – une classe ouvrière qualifiée, formée à des travaux spécialisés, qui produisait à un coût très faible par unité de produit – a été partiellement éliminé. Le processus normal d'industrialisation des terres coloniales a reçu un coup sévère par l'émigration interrompue des masses industrielles européennes. Une classe ouvrière industrielle indigène, capable de travailler, et un capital industriel indigène se sont développés en conséquence.¹

A la fin de la guerre mondiale, l'industrie européenne s'est lancée dans une vive concurrence pour reconquérir ces marchés. Mais ces pays nouvellement industrialisés se défendent, certains par une main-d'œuvre bon marché, d'autres par des tarifs douaniers ! L'Inde exige un tarif non seulement sur la ficelle, mais aussi sur le fer. Le Canada a refusé l'idée d'un empire mondial britannique uni et de tarifs préférentiels pour les matières premières des colonies, car il veut mener sa propre politique de tarifs protecteurs. Tout cela a pour effet d'accroître considérablement les difficultés d'exportation de l'Europe vers ces pays.

Parallèlement à cette situation, on constate que les États-Unis établissent des liens économiques de plus en plus étroits avec les pays extra-européens. Ces pays ont besoin de capitaux, qu'ils peuvent obtenir plus facilement des États-Unis que de l'Europe. Les colonies britanniques,

¹ Un résumé général des résultats de ce développement n'est pas encore disponible. Nous en donnons cependant quelques exemples : [le Canada, l'Australie, les Indes et la Chine.]

L'industrie canadienne a augmenté de 300 pour cent au cours du dernier siècle. (*M.G. Comm.*, 11 octobre 1923.)

AUSTRALIE	Nombre d'usines	Nombre d'ouvriers
1911	14,445	312, 000
1921	18,018	395,000

Commerce Reports. A Weekly Survey of Foreign Trade, Washington, Department of Commerce, 23 septembre 1923

INDE	Nombre d'usines de textile	Nombre de broches
1910-1911	226	6.0 million
1921	284	7.8 million
	Production (millions de yards)	Importation
1913-1914	1,164	3,197
1922-1923	1,725	1,578

Rapport sur le commerce d'outre-mer, Board of Trade, Londres, HMSO, 1922.

CHINE : Sur 109 usines textiles modernes, 77 appartiennent à des Chinois, 5 à des Anglais, 25 à des Japonais. *Statist*, 16 avril 1923.

notamment le Canada, mais aussi l'Australie, s'appuient fortement sur les Etats-Unis. En Amérique du Sud, les Etats-Unis ont tenté d'acquérir un contrôle économique et politique¹.

Le résultat de ce développement est :

(1) *La diminution du commerce extérieur dans le monde en général.* (Voir annexe, tableau IX [p. 62].)

(2) *La diminution du commerce extérieur pour l'industrie européenne en particulier.*

Essayons de comparer l'exportation des pays industriels européens les plus typiques en 1913 avec celle de 1923 en ramenant les données de 1923 sur la base des indices du commerce de gros à celles de 1913. Il s'agit d'une méthode grossière qui ne donne que des résultats approximatifs, d'autant plus que les données du commerce extérieur de la France et de l'Allemagne sont considérées, à juste titre, comme peu fiables.

Exportations en millions d'unités monétaires

	1913	1923	Indice du commerce de gros	Transposé en termes de 1913	Moins	Plus
Angleterre	634	886	162 (<i>Economist</i>)	547	87	—
France	6,880	30,400	419	7,250	—	370
Allemagne	10,097	6,079	(Déjà en termes de 1913)	6,079	4,018	—
Belgique	3,716	8,993	497	1,810	1,906	—
Suisse	1,376	1,760	181	908	468	—

On voit donc que les exportations de l'"Atelier industriel", à l'exception de la France, où il y a eu une augmentation de territoire et une poussée inflationniste, sont très en retard sur celles d'avant-guerre : Belgique 52 pour cent, Suisse 30 pour cent, Allemagne 40 pour cent, Angleterre 13 pour cent. (dans le cas de l'Angleterre, la séparation de l'Irlande joue un rôle).

(3) *La diminution des exportations frappe particulièrement les branches de l'industrie qui dépendent principalement de l'exportation.* C'est ce que montre le plus clairement la répartition du chômage en Angleterre entre les diverses branches de l'industrie.

Dans un supplément spécial sur le libre-échange de l'*Economist* du 17 novembre 1923, on trouve les données très intéressantes suivantes concernant le chômage dans les diverses branches industrielles de l'Angleterre. Les diverses branches d'activité sont divisées en trois groupes : un groupe dans lequel les exportations dépassent les importations ; un groupe dans lequel les importations prédominent ; et un dernier, les industries dites nationales, telles que les métiers du bâtiment, les hôtels, les chemins de fer, les travaux hydrauliques, etc. Les groupes qui, en Angleterre, présentent un excédent d'importations sont : les métaux fins, le travail du bois, les articles de soie, le pétrole, les articles de cuir et le papier.

¹ Des détails intéressants à ce sujet sont contenus dans : Helmer Key *Der Bankrott der Rekonstruktionspolitik und die Kolonialpolitik*, Berlin, 1924, page 47.

Le nombre de chômeurs à la fin de septembre 1923 peut être réparti comme suit entre ces groupes :

Industrie d'exportation	698,337
Industries locales	395,018
Industrie d'importation	83,762

Ces chiffres prouvent que ce n'est pas l'importation de produits industriels de l'étranger qui est la cause du chômage en Angleterre, car c'est dans les industries d'exportation que le chômage est le plus grand. C'est pourquoi les droits de douane sur les importations seraient insensés, d'autant plus que l'importation de produits industriels est moindre qu'avant la guerre. La faute ne réside pas non plus dans le fait que la part de l'Angleterre dans le commerce mondial a diminué. Au contraire : selon les estimations de McKenna¹, la part de l'Angleterre dans le commerce mondial était la suivante :

1912	13.8 pour cent.
1922	17.3 pour cent.

Les libre-échangistes anglais ont tout à fait raison dans leurs arguments contre les tarifs protecteurs. Dans son discours programmatique sur le libre-échange du 5 novembre 1923, Asquith² avait tout à fait raison d'affirmer : "La première cause réelle est le fait que tout le commerce du monde a diminué.... Le remède réside dans le rétablissement de la capacité productive et du pouvoir d'échange du monde."

En d'autres termes, cela signifie : la restauration de l'Angleterre et de l'Europe occidentale en général comme "atelier industriel" du monde. Mais cela semble impossible.

"Les anciens marchés, qui ont disparu, ne pourront pour la plupart jamais se développer à nouveau, et c'est l'une des raisons pour lesquelles l'Europe continentale ne peut pas être reconstruite à l'intérieur de ses propres frontières"³.

Le déplacement des relations économiques internationales, la diminution de la division économique du travail entraînent donc une crise particulière en Europe occidentale industrialisée. Il existe une tendance à établir un nouvel équilibre par l'exportation de capitaux, l'émigration, le retour à l'agriculture et la limitation de la descendance. Mais un tel réarrangement nécessite beaucoup de temps et ne peut être réalisé qu'après de graves luttes de classes. Nous y reviendrons lorsque nous aborderons les perspectives.⁴

¹ [Reginald McKenna (1863-1943) était un homme politique libéral britannique et un banquier].

² [Herbert Henry Asquith (1852-1926) était un homme politique libéral et Premier ministre].

³ H. Key, *Der Bankrott der Rekonstruktionspolitik und die Kolonialpolitik*, p.7.

⁴ Dans le périodique publié par l'Académie socialiste russe ['Obzor literatury po mirovomu khozyaistvo', *Vestnik Kommunistcheskoy Akademii*], Avril-Juillet, vol. IV, 1923, le camarade Bronski [Mieczysław, Warszawski-Bronski] se lance dans une critique étendue de mon interprétation de la crise. Il s'en prend particulièrement à un certain article publié en 1916 dans des conditions de censure sévère, dans lequel je démontre que la théorie des patriotes sociaux, selon laquelle le prolétariat a un intérêt dans l'exportation du produit industriel, et par conséquent un impérialisme et la guerre elle-même, n'est pas solide. Je cite l'Allemagne pour prouver que même la suppression complète des exportations serait plus favorable au prolétariat que le militarisme et la guerre, car l'importance des exportations par rapport à l'ensemble de la production est beaucoup moins grande que ne le prétendent les patriotes sociaux. Le camarade Bronski semble avoir

Dans les conditions capitalistes, bien sûr, les choses sont tout à fait différentes, puisque la production n'a pas lieu dans le but de répondre aux besoins. Le président de l'American Steel Trust [US Steel Corporation], [James A.] Farrell¹, avait raison de déclarer au Département du Commerce : "Dans toute entreprise, il y a une certaine partie du produit, évaluée en gros à 20 pour cent, qui ne peut rester invendue si les 80 premiers pour cent des ventes doivent rapporter un bénéfice. Si vous laissez de côté les derniers 80 pour cent, toute l'opération cessera de rapporter un bénéfice"².

Si, par conséquent, les différentes branches de l'industrie dans les pays capitalistes sont organisées de telle sorte qu'elles disposent de 80 pour cent à l'intérieur, mais doivent en exporter 20 pour cent, et si pour ces 20 pour cent il n'y a pas de marché, cela signifie simplement qu'il n'y a pas de profit ; en d'autres termes, cela signifie la crise, le chômage, qui, correspondant à la structure du capitalisme, se transfère à toutes les branches de la production.

A notre avis, il n'y a donc aucune contradiction dans mon affirmation selon laquelle, d'une part, l'importance du commerce d'exportation pour les entreprises "en général" est surestimée et, d'autre part, la limitation des exportations signifie une lourde crise pour le capitalisme. Il suffit de bien lire mon argumentation.

mal compris le caractère semi-illégal de mon travail. J'y parle de la relative insignifiance de l'exportation industrielle *en général*, en d'autres termes, sur l'hypothèse, dissimulée ou couverte là, d'un ordre de société non capitaliste. *En général*, il est tout à fait vrai qu'un grand pays moderne, comme l'Allemagne, la France, la Russie ou les États-Unis, pourrait faire vivre sa population sans exportations (et donc aussi sans importations). Le niveau de vie serait abaissé, les gens porteraient des vêtements plus pauvres, renonceraient à certains plaisirs et souffriraient peut-être même de la faim, mais il n'en résulterait aucune catastrophe. Du moins, aucune qui équivaldrait à la guerre mondiale en ce qui concerne le prolétariat. Même le peuple anglais pourrait, grâce à la culture intensive du sol et à la pêche, se maintenir à peu près au niveau de vie des Irlandais d'il y a cinquante ans, à condition de se passer de viande. Le niveau de vie du monde entier serait abaissé par la renonciation aux avantages d'un échange international de marchandises, mais à notre avis dans une mesure bien moindre que ce que la plupart des gens croient.

¹ [James Augustine Farrell (1863-1943) a été président de US Steel de 1911 à 1932. Il est l'un des premiers pionniers de l'exportation d'acier avec l'aide de la filiale de transport maritime qu'il a fondée, la Isthmian Steamship Company].

² Cité par Paterson E. M., *L'Europe de l'Ouest et les États-Unis*, Annales de l'Académie américaine des sciences politiques et sociales, 1922, p. 12.

VI. LA CRISE AGRAIRE

La crise agraire, qui dure depuis plusieurs années, est étroitement liée à la crise générale, mais n'a guère retenu l'attention. Dans ma "*Crise*"¹, j'ai déjà fait référence à la crise agraire comme à un phénomène important, mais seulement en relation avec l'économie des Etats-Unis. La raison en est que la crise agraire est restée longtemps cachée à cause de l'effet de l'inflation. Le préjudice causé à l'entreprise agricole par les bas prix des produits agricoles – bas par rapport au niveau général des prix des produits industriels – a été compensé par l'amortissement automatique des hypothèques, par l'exemption réelle des agriculteurs de l'impôt et par le fait que les agriculteurs ont pu, pendant la période d'inflation, acheter leurs produits industriels au-dessous des coûts de reproduction.

La crise agraire revêt une importance sociale particulière, car elle a tendance à séparer les petits et moyens agriculteurs de la classe capitaliste et à brouiller leurs intérêts communs. Ce phénomène s'exprime de manière très nette aux États-Unis dans les efforts pour organiser un tiers parti.

Les "ciseaux"

La raison économique de la crise agraire est ce qu'on appelle les "*ciseaux*", c'est-à-dire l'évolution opposée des prix des produits agricoles et industriels pendant la période d'après-guerre. Il est extrêmement difficile d'exprimer cela en chiffres. D'un point de vue purement économique, il est impossible d'établir une relation normale entre les prix des produits agricoles et industriels, à moins de supposer que le prix des produits agricoles doit être si élevé que la culture des terres non louées, dont le rendement est encore nécessaire pour approvisionner le marché mondial, rapporte le bénéfice moyen du capital. Ceci est théoriquement correct, mais ne peut en aucun cas être estimé en chiffres, car trop de facteurs, de nature modificatrice, entrent en jeu : la faim de terre, les taux de fret, la productivité variable, dépendant du climat, du temps, etc. Il n'y a pas d'autre recours pour nous que de prendre comme point de départ le rapport des prix dans une année normale, en d'autres termes, un rapport de prix non influencé par une crise agraire ou industrielle. Cette année est l'année 1913, qui, dans la plupart des cas, a également été choisie comme point de départ pour l'estimation des différents indices. Mais comme l'inflation a semé la confusion dans la relation des prix et qu'il n'existe pas d'indices des prix fixés uniformément pour tous les pays capitalistes, il n'est guère possible d'utiliser l'indice pour déterminer les "*ciseaux*". Selon le poids accordé aux produits industriels et agraires dans l'estimation des divers chiffres d'indice, on arrive à des chiffres contradictoires pour les différents pays².

Dans ces conditions, il nous semble préférable de prendre comme point de départ les chiffres relatifs au blé, le produit agricole le plus important. Le tableau X [p.63] donne les prix du marché de

¹ Varga, *Crise de l'économie mondiale capitaliste*. 1921 [*Selected Writings*, 2020, p. 343-392.]

² Les différents indices allemands sont assez contradictoires sur ce point. L'indice du commerce de gros de l'office fédéral de la statistique d'Allemagne, par exemple, était fixé à la fin de novembre à 98,9 pour les céréales et les pommes de terre, et à 155,8 pour les produits industriels, d'où un très fort "ciseau". Pendant la même période, l'indice du commerce de gros donné par l'*Industrie und Handelszeitung* était fixé à 79 pour les céréales, la farine, etc., alors que l'indice général était de 145, d'où une divergence de près de 100 pour cent. D'autre part, le chiffre de l'indice du commerce de gros du *Frankfurter Zeitung* pendant la même période a montré une tendance tout à fait opposée : aliments et articles de consommation, 1.584, indice total pour quatre-vingt-dix-huit classes de marchandises, 1.565.

certaines qualités de "blé dans les plus importantes bourses de produits du monde, divisées en marchés d'exportation et d'importation, ainsi que les cotations des pays européens qui, dans l'ensemble, produisent leur propre approvisionnement. Les cotations de prix d'avant-guerre montrent que les prix sur les marchés d'exportation étaient classés de manière assez uniforme, en fonction de la distance ou des frais de transport vers l'Europe occidentale. Avec les pays européens, on constate une forte divergence des prix, selon qu'il s'agit de libre-échange ou de protection tarifaire. Ainsi, le prix du blé de l'intérieur du pays par trimestre était (tous les prix sont exprimés en francs-or)

Moyenne 1913

Pays de libre-échange		Pays de protection	
Londres	19.86	Berlin	24.56
Anvers	19.89	Paris	27.82
Rotterdam	20.60	Milan	28.10

Si, maintenant, nous suivons les prix, exprimés en francs-or, dans toutes les bourses importantes du monde, nous constatons qu'à l'exception de la France, le prix du blé est partout très en retard sur la hausse générale des prix. Si nous comparons le moment présent, c'est-à-dire le cours des prix au début d'avril 1924, avec celui de 1913, nous trouvons ce qui suit:-

	Moyenne 1913	Début 1924, Avril
Chicago	17.19	20.37
Karachi (Inde)	17.26	19.16
Argentine	19.03	18.60
Londres-Manitoba I	20.90	23.05
Londres-Plata	20.61	21.77
Berlin	24.86	21.24
Anvers	19.89	22.49
Paris	27.82	24.00 environ)
Milan	28.10	25.07
Rotterdam	20.60	24.83

Ces chiffres sont tous ramenés en francs-or. Si l'on tient compte du fait que le pouvoir d'achat général de l'or, tel qu'il ressort des chiffres de l'indice du commerce de gros pour les États-Unis, est inférieur d'un tiers environ à celui de 1913, il est évident que le prix du blé est actuellement bien inférieur à celui d'avant-guerre dans le monde entier. Et comme le blé peut être considéré comme caractéristique de tous les produits agricoles (à l'exception des textiles), il ne fait aucun doute que la position des agriculteurs sur les marchés mondiaux s'est considérablement détériorée, et qu'il y a des "ciseaux" sur le marché mondial. La différence est la plus nette dans les pays où il existait avant la guerre un droit de douane élevé sur les céréales, qui a toutefois été supprimé ou fortement réduit pendant la période d'après-guerre : Allemagne, France, Italie.

Les causes des "ciseaux"

La raison de cette différence dans la fixation des prix entre les produits agricoles et les produits industriels est avant tout le fait que, pendant et après la guerre, les monopoles se sont multipliés dans les entreprises industrielles. Nous en avons déjà parlé dans un chapitre précédent. Par la formation de

trusts et de sociétés monopolistiques, les prix des produits industriels sont de plus en plus placés hors de la concurrence, et les profits des branches organisées de l'industrie sont augmentés aux dépens de celles qui ne font pas partie de ces combinaisons. En raison de l'existence de millions de producteurs indépendants, la fixation monopolistique des prix est impossible dans l'agriculture. La fixation monopolistique des prix ne peut avoir lieu que dans les pays exportateurs avec l'aide du gouvernement, comme ce fut le cas pour la valorisation du café au Brésil. Des tentatives de ce genre ont été faites aux États-Unis et au Canada, mais jusqu'à présent sans succès. Si une telle concentration artificielle des excédents d'exportation dans le but de faire monter les prix devait se produire dans les pays les plus importants, les "ciseaux" disparaîtraient très probablement rapidement. Il suffirait à l'Argentine et au Canada de créer un monopole pour l'exportation des céréales, puisque ces deux États, ainsi que la Russie, qui monopolise de toute façon l'ensemble de son commerce extérieur, contrôlent le marché mondial des céréales.

La création de tels monopoles est cependant empêchée par le fait que la capacité d'absorption du marché européen, qui est décisif dans la formation des prix, est très faible en raison du déclin du capitalisme européen qui se produit actuellement. Ainsi, la crise agraire et la crise du capitalisme européen sont étroitement liées.

Différentes manifestations des "ciseaux" dans les différents pays

La réaction de l'agriculture aux "ciseaux" a été et reste différente selon les pays. A cet égard, la politique divergente en matière de fixation des prix dans les pays belligérants pendant la guerre mondiale est importante. Dans les pays du continent européen, un prix maximum était fixé pour les produits agricoles, auquel les agriculteurs étaient contraints de céder leur production. Bien que ces prix maximums aient été constamment contournés par les agriculteurs, ce système, pris dans son ensemble, a néanmoins conduit à une diminution de l'or tiré des produits agricoles et à une diminution de la production elle-même. Dans les pays anglo-saxons, en revanche – Angleterre, États-Unis et colonies britanniques –, la politique des prix est tout à fait opposée. Aucun prix maximum n'était fixé et tout était laissé à la libre concurrence. Mais les gouvernements s'engageaient à acheter certains produits agricoles, surtout le blé, pendant un certain nombre d'années à un prix fixe, fixé assez haut. Ce système tendait à l'inverse de la fixation de prix maximums dans les pays continentaux d'Europe : il conduisait à l'extension de la production, car celle-ci s'avérait très rentable pour les producteurs. Le surplus de profit des producteurs agricoles était, bien entendu, transformé en capital et entraînait une forte augmentation du prix de la terre. Puis, lorsque ce système a été abrogé après la fin de la guerre, l'effet de l'effondrement des prix qui a rapidement suivi s'est fait sentir de la manière suivante :

En Angleterre et aux États-Unis, où toutes les terres sont en mains privées, et où les loyers avaient été augmentés, correspondant à la productivité plus élevée pendant la guerre, la crise était et est la plus sévère. Elle s'est manifestée aux États-Unis de la manière suivante : des centaines de milliers de fermiers ont fait faillite et ont quitté leurs fermes, affluant vers les villes. D'autres centaines de milliers n'ont été retenus dans les fermes que parce que leurs créanciers les ont laissés en liberté, leur calcul étant que si ces débiteurs vendent leurs terres aux enchères, les créanciers finiront par tout perdre, tandis que s'ils les laissent dans leurs fermes, ils avaient au moins l'espoir de pouvoir les récupérer dans des conditions commerciales plus favorables. En 1923, la crise des producteurs de blé dans certaines régions des États-Unis (les Dakotas) est devenue telle que des centaines d'institutions financières ont été acculées à la faillite. La raison en est que les baux et les loyers ont augmenté pendant la guerre, mais que les fermiers, qui pendant le boom ont acheté des

terres à prix élevé à crédit ou les ont louées, sont maintenant, face à la baisse des prix, incapables de payer leurs intérêts ou leurs loyers. En Angleterre, où les fermes sont entre les mains de capitalistes mieux placés, une telle catastrophe n'a pas eu lieu.

Mais dans les deux pays, le résultat est une *forte diminution de la superficie consacrée à la culture des céréales*. La superficie cultivée était de :

Moyenne (en 1.000 hectares)

	1909-1913	1917-1921	1922	1923	1924
<i>Angleterre</i>					
Blé	767	854	796	704	—
Seigle	23	36	34	30	—
Orge	748	611	552	537	—
Avoine	1,634	973	873	800	—
<i>Etats-Unis</i>					
Blé	19,065	24,670	24,779	23,574	16,263 ¹
Seigle	905	2,212	2,513	2,118	1,771
Orge	3,084	3,251	2,991	3,228	—
Avoine	15,118	17,311	16,468	16,498	—
Maïs	42,181	41,635	41,152	42,152	—

En Angleterre, la superficie cultivée est beaucoup moins importante que pendant la période d'avant-guerre. Aux Etats-Unis, la culture du blé d'hiver à l'automne 1923 était inférieure de 13 pour cent à celle de 1922. Cela signifie que les États-Unis, avec une récolte aussi bonne, n'ont que la moitié de la quantité de blé exportable de 1922.

Au *Canada et en Argentine*, la superficie cultivée a encore augmenté malgré la faiblesse des prix. Cela s'explique par le fait qu'il existe encore des terres libres² et que l'extension de la culture des céréales concerne des terres qui n'étaient pas du tout cultivées jusqu'à présent. La fertilité originelle de ces terres est mise à profit et, grâce à une culture intensive et à de très faibles dépenses, on obtient des rendements qui, même en cette période de bas prix, justifient l'effort de production.

La superficie cultivée au Canada était de :

Moyenne (en 1.000 hectares)

	1918-1919	1917-1921	1922	1923
Blé	4,025	7,505	9,074	9,175
Seigle	47	325	852	586
Orge	637	1,096	1,052	1,127
Avoine	3,884	6,139	5,885	5,372
Maïs	125	108	129	129

¹ Sans blé d'été.

² Terre libre au sens économique du terme, c'est-à-dire à des prix qui, du point de vue économique, ne peuvent être considérés comme tenant lieu de loyer ; par exemple, le faible impôt au Canada.

La superficie cultivée en Argentine était de :

Moyenne (en 1.000 hectares)

Blé	6,496	6,572	6,451	6,967
Seigle	34	97	87	128
Orge	93	253	243	258
Avoine	970	1,024	1,059	1,112
Maïs	3,525	3,285	3,177	3,425

En Europe continentale, où l'agriculture est en grande partie le fait de paysans, les "ciseaux" n'ont commencé à montrer tous leurs effets que maintenant. Leur effet néfaste sur la situation des paysans, comme nous l'avons déjà dit plus haut, a été évité par le fait que les agriculteurs, pendant la période d'inflation, se sont pour la plupart débarrassés de leurs hypothèques ; que jusqu'à une époque très récente, également en raison de l'inflation (en Allemagne, en Pologne, en Hongrie, en Autriche, en partie aussi en France), ils ont dû payer des impôts minimes par rapport à l'avant-guerre ; qu'ils ne produisent qu'une fois par an et que, par l'utilisation immédiate de l'argent réalisé, ils peuvent échapper aux pertes dues à l'inflation ; et que, enfin, en achetant des marchandises, ils profitent de la circonstance que les produits industriels sont vendus à des prix inférieurs aux coûts de production.

Les paysans ont commencé à ressentir tout le poids de la crise agraire dès que la stabilisation a eu lieu. Immédiatement, ils sont accablés d'impôts en or. Les nouvelles hypothèques doivent être libellées en valeur or et les intérêts payés en or. La fixation des prix se retourne maintenant contre les agriculteurs, car ils doivent payer les produits industriels fabriqués à partir de matières premières à un prix beaucoup plus élevé qu'avant la guerre.

L'exemple classique en est fourni par l'Allemagne, où [la crise] agraire pèse actuellement de tout son poids sur les paysans. Le changement dans la fixation des prix est particulièrement significatif. Nous citons ici plusieurs chiffres du *Börsen Courier* de Berlin du 9 décembre 1923 :

Prix agricoles allemands : le seigle et le pain de seigle (par 50 kg)

	1913	Mi-novembre 1923	Augmentation (1913 = 100) (en marks or)
Frais de production du seigle	8.22	9.75	119
Pain de seigle [Prix de détail du seigle]			
Farine de seigle	15.00	31.50	210
Pain de seigle	14.00	22.50	160

En d'autres termes, une augmentation de 19 % du coût de production du seigle s'accompagne d'une augmentation des prix de détail de 60 et 110 % respectivement :

Prix agricoles allemands : le bœuf (Par 50 kg)

	1913	Mi-novembre1923	Augmentation (1913 = 100) (en marks or)
Coûts de production des bœufs (poids vif)	52.00	115.00	221
Prix de gros du bœuf	73.00	325.00	445
Prix de détail du bœuf (viande à cuire)	87.50	400.00	444

Dans le même temps, on observe une augmentation de 221 % dans les coûts de production, l'augmentation du prix de détail est deux fois plus importante. La différence entre le coût de production et le prix de gros est passée de 41% à 188%, et celle entre le prix de gros et le prix de détail de 20 à 23%.

Prix agricoles allemands : les peaux et le cuir (par 1/2 kg ou 50 kg)

	1913	Mi-novembre 1923 Par 50 kg	Augmentation (1913 = 100) (en marks or)
Coût de production des peaux, Munich (1/2kg)	0.61	0.60	98%
Prix de gros pour le cuir de semelle	2.25	3.36	149%
Prix de détail pour les chaussures en cuir de vachette	12.50	24.67	197%

Une réduction du coût des peaux brutes de 2 % s'accompagne d'une augmentation des prix de détail de 97 %. Les conditions n'ont guère changé au cours du dernier trimestre de l'année. L'agriculture allemande est dans le besoin, et cette détresse est accentuée par le fait que les crédits ne peuvent être obtenus nulle part, dans la mesure où toutes les entreprises allemandes souffrent d'un manque de capital. Les grands agrariens cherchent à s'en sortir par des tarifs de protection agricole. Cela pourrait aider l'agriculture, mais par l'augmentation conséquente des prix des produits de première nécessité, cela aggraverait le sort du prolétariat allemand et conduirait à de graves conflits salariaux. L'augmentation des salaires, d'autre part, réduirait la capacité de l'industrie allemande à être compétitive et provoquerait une crise encore plus grave dans l'ensemble de la vie économique de l'Allemagne.

VII. AGGRAVATION DU CONFLIT DE CLASSE

Au cours des dernières années, il y a eu, objectivement, une aggravation des antagonismes de classe au sein du capitalisme. La distribution des revenus s'est déplacée à l'avantage d'une couche très étroite de grands capitalistes. Nous pouvons ici faire la distinction entre les éléments suivants :

(1) *La concentration et la formation de trusts.*

(2) *L'expropriation des classes moyennes dans les villes par l'inflation.*

(3) *L'appauvrissement de la paysannerie par les "ciseaux".*

(4) *La réduction du niveau de vie du prolétariat*, directement par la réduction des salaires et l'allongement des heures de travail, et indirectement par la période continue de chômage, qui réduit le revenu du prolétariat en tant que classe.

Ainsi, les grands capitalistes se sont enrichis aux dépens des couches non capitalistes. Le cercle des personnes économiquement intéressées à la continuation du capitalisme diminue donc constamment ; l'exploitation de toutes les classes par la grande bourgeoisie s'aggrave constamment. Cela fournit la base économique pour de nouvelles luttes révolutionnaires, même si la classe ouvrière a été poussée sur la défensive pendant la période entre le Quatrième et le Cinquième Congrès, et même si elle a dû abandonner des positions qu'elle avait déjà conquises.

[1] *Concentration et formation de trusts.*

La tendance à la concentration et à la formation de trusts existait déjà avant la guerre, mais elle s'est accrue au cours des dernières années. Il est impossible de le déterminer de *façon exacte*, car l'économie capitaliste est tellement imbriquée et enchevêtrée.¹ Mais personne ne peut douter de l'exactitude de ce fait, s'il observe objectivement les manifestations du capitalisme moderne.

Plus importante encore que la concentration de la production dans les différentes branches de production et la centralisation des fortunes entre les mains d'un petit nombre de capitalistes, est la formation de trusts et d'entreprises, qui donnent à un très petit groupe de grands capitalistes la possibilité de contrôler la vie économique d'un pays. Ce qui est particulièrement caractéristique de ces dernières années, c'est le développement de trusts ou de combinaisons qui englobent l'ensemble du processus de production, de la matière première à l'article fini, qui produisent eux-mêmes les machines et l'équipement pour leurs fabrications, et qui organisent le transport et la distribution, le commerce et le financement, par le biais de leurs propres organes. C'est ainsi que naissent de nouveaux phénomènes, autarciques jusqu'au produit fini, qui constituent de puissantes unités autonomes au sein d'un système économique moderne que l'on appelle encore "Volkswirtschaft" (économie populaire).

Les chefs de ces puissantes organisations sont en fait les dirigeants de l'État capitaliste moderne. Ils suivent leur propre politique intérieure, leur propre politique sociale, leur propre politique étrangère. Le processus de constitution des trusts a été fortement encouragé par la chute soudaine des prix et, à la fin de la période d'essor apparent de l'après-guerre, par le passage soudain

¹ Depuis la guerre, aucune statistique concernant les établissements commerciaux n'a été recueillie par aucun pays européen, de sorte qu'aucune donnée n'est disponible sur la concentration qui s'est opérée. Le premier recensement doit avoir lieu en Angleterre en 1924.

de l'essor à la crise qui s'est accompagné de fluctuations des changes. Les établissements moins solides n'ont pas pu résister à ces tempêtes et ont dû se sauver de la destruction en fusionnant avec les grands groupes [konzern].

Les activités de ces groupes [konzern] ne se limitent pas à leur pays d'origine. Elles prennent racine partout, grâce à l'exportation de capitaux et à l'imbrication mutuelle. C'est ainsi que nous voyons comment les intérêts des deux plus grands groupes américains, Morgan et Rockefeller, s'étendent de plus en plus dans presque tous les pays d'Europe ; comment, sous le masque du capital français ou autrichien, ils prennent le contrôle de la production pétrolière de la Pologne et de la Roumanie ; comment toute l'industrie électrique du monde est sous leur influence.

D'autre part, la formation de ces gigantesques groupes ne dépend pas de la riche Amérique. Dans l'Allemagne appauvrie, nous assistons, pendant la période d'inflation, à la croissance du groupe [Hugo] Stinnes¹, qui englutit de manière presque irréfléchie toutes sortes d'entreprises utiles : des mines de charbon et de fer, des fonderies pour la fonte du minerai de fer, des usines de machines pour fabriquer des produits manufacturés en fer, des forêts pour obtenir du bois pour les mines, des usines de papier pour s'occuper des déchets de bois, des journaux pour utiliser le papier, des entreprises de navigation pour transporter les marchandises, et des entreprises commerciales pures pour assurer le commerce de fret pour les bateaux à vapeur. L'entreprise Stinnes ne se limite pas non plus à l'Allemagne, mais s'étend à l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie, l'Amérique du Sud, l'Afrique du Sud, etc.².

La tendance à faire coïncider entre elles les différentes espèces de capitaux qui, auparavant, étaient souvent antagonistes, est d'une importance fondamentale à cet égard : capital de [fabrication de matières premières ou d'équipements = **baking capital** ?], capital industriel, capital commercial, capital de transport, capital agricole. Ceux-ci deviennent si étroitement liés entre eux par la formation de trusts que l'on peut parler d'un "*capital de konzern*" unifié dans les pays capitalistes les plus avancés. Plus les événements se développent, *plus le capital constitue les prolétariats comme un tout unifié*, et moins il y a d'espoir de différences internes d'intérêts entre les capitalistes.

Il est également intéressant de noter que, alors qu'avant la guerre, l'initiative de la formation de trusts et de cartels était généralement prise par le capital bancaire, et que ce dernier jouait généralement un rôle de premier plan dans ces trusts, pendant la période d'après-guerre, c'est le capital industriel, en particulier *dans les pays d'inflation*, qui est devenu le moteur de la formation de combinaisons et qui contrôle les trusts, et dans une certaine mesure également les banques. Les raisons de ce changement sont à chercher dans le mécanisme de l'inflation, comme nous le développerons plus loin.

Les trusts constituent une force économique si importante qu'ils rendent la bourgeoisie "non organisée" dépendante d'eux sur le plan économique et financier. En fait, le capital des trusts domine toute la vie économique et cherche effectivement à accroître ses profits aux dépens de la bourgeoisie

¹ [Hugo Stinnes (1870-1924) était un industriel allemand, propriétaire d'un empire industriel basé sur le charbon et l'acier. Il possédait plus de 60 journaux, et en 1919 il devint membre du Reichstag pour le parti nationaliste allemand Deutschnationale Volkspartei (DNVP) d'Alfred Hugenberg].

² Une description concrète de cette évolution serait intéressante, mais demanderait un livre entier. Dans l'examen de ce problème, je m'appuie largement sur la collection de documents que le camarade Rolf [Wilhelm Florin] a mis à ma disposition.

qui n'est pas encore organisée en trusts. Il y a ainsi une division au sein de la bourgeoisie qui ne sépare cependant pas les gens comme auparavant selon les types de capital, mais en capital 'trusté' et non organisé.

Deux problèmes importants se posent à cet égard :

(1). La formation de trusts a-t-elle progressé au point que les chefs de ces combinaisons contrôlent une partie suffisamment importante de la vie industrielle et commerciale pour pouvoir prévenir les crises ? On peut nier cette possibilité avec certitude. C'est aux États-Unis que la constitution de trusts a le plus progressé. On y a tenté d'utiliser la politique de crédit de la banque centrale d'émission pour réguler le cours du marché. Néanmoins, nous constatons qu'il n'a pas été possible d'empêcher la grande crise de 1920-1921, ni d'éviter la forte baisse actuelle. Dans d'autres pays, on peut encore moins en parler. La constitution de trusts peut simplement faire en sorte que les charges d'une crise soient transférées du capital organisé en trusts au capital non organisé et aux classes non capitalistes¹. Aussi grand que soit le pouvoir des trusts, il ne s'étend pas à l'agriculture ni aux petites ou moyennes industries, dont le poids économique est, après tout, plus grand que celui du capital 'trustifié'.

(2). L'établissement d'une confiance internationale et l'imbrication mutuelle des intérêts capitalistes des différents pays capitalistes ne sont-ils pas susceptibles de surmonter les antagonismes des divers capitalismes nationaux et d'empêcher ainsi de nouveaux conflits armés à l'avenir ? Les conflits d'intérêts entre les différents capitalismes nationaux des "trusts capitalistes d'État", comme les appelle Boukharine, sont considérablement plus importants que la communauté d'intérêts résultant de la pénétration mutuelle. Si l'on lit la liste des groupes d'entreprises contrôlées en Europe par les trusts Morgan ou Rockefeller, cela semble assez imposant ; mais si l'on tente de comparer leur poids économique avec celui de l'ensemble du capitalisme des pays respectifs, on constate que, finalement, le leur est plutôt faible. La concurrence acharnée en matière d'armement sur l'eau, sous la mer, dans l'air et dans les usines chimiques, à laquelle se livrent les puissances impérialistes mondiales, prouve suffisamment qu'il ne peut être question d'une paix mondiale fondée sur la communauté d'intérêts mutuelle des capitalistes.

[2] *L'expropriation de la classe moyenne urbaine par l'inflation*

La petite bourgeoisie, y compris les petits capitalistes, a été radicalement expropriée dans les pays qui ont connu une forte inflation, et a été partiellement réduite au niveau du prolétariat "racaille". Le mécanisme est le suivant :

Les fortunes ou les revenus qui étaient investis en unités monétaires nominales ont été expropriés en proportion de la dépréciation qui a eu lieu. Tous les rentiers qui avaient investi leurs économies dans des obligations étatiques ou communales ou dans des actions industrielles portant un intérêt fixe, se sont appauvris proportionnellement à la dépréciation de l'argent. De même tous ceux qui avaient déposé leurs économies sur des comptes d'épargne auprès d'institutions financières. De même ceux qui avaient souscrit une assurance-vie ou qui leur avaient remis leurs économies en

¹ La nouvelle suivante (*Berliner Börsen-Courier* du 1^{er} mai) est caractéristique : "De l'industrie sidérurgique américaine. Selon un rapport de *Iron Age*, les producteurs d'acier adoptent la même politique que l'année dernière, c'est-à-dire qu'ils mettent leur activité en accord avec la demande. Rien n'indique que l'on tente d'obtenir des commandes en réduisant fortement les prix". C'est-à-dire que la crise est surmontée, non pas aux dépens des capitalistes par la réduction des prix, mais aux dépens du prolétariat par la restriction de la production.

échange d'une rente fixe. L'expropriation s'élève en France aux deux tiers, en Autriche, en Allemagne, en Hongrie, en Pologne à plus de 99 % des anciennes fortunes.

Ceux qui ont profité de ce processus sont : les institutions financières, les compagnies d'assurance, les entreprises industrielles et l'État en tant qu'organe commun des capitalistes.

L'expropriation des commerçants, des petits marchands et des capitalistes moins productifs a eu lieu d'une manière différente : ces couches n'ont pas pu adapter leurs pratiques commerciales et leurs méthodes de calcul à la réduction de la valeur de la monnaie avec le temps. Au lieu de vendre à un prix basé sur un prix de rachat plus le profit, ils vendaient au prix d'achat (le prix auquel ils l'avaient acheté) plus le profit. Dans des circonstances normales, lorsque le prix d'achat et le prix de réapprovisionnement (prix de "production" et prix de "re-production") sont égaux, lorsqu'il existe une tendance à ce que les marchandises deviennent moins chères en raison des améliorations techniques, *oui*, cette méthode est correcte. Pendant la période de dépréciation monétaire, cependant, cela a conduit à la ruine de la petite bourgeoisie. Car, calculés en unités monétaires nominales, ils ont fait un bon profit sous ce système. Mais à chaque rotation de leur capital, ils s'appauvrissaient, car ils ne pouvaient, avec l'argent réalisé sur la vente de leurs biens, en racheter qu'une partie. Leur stock, qui constituait leur fortune, devenait ainsi de plus en plus petit et eux-mêmes s'appauvrissaient de plus en plus. Beaucoup ne se sont rendu compte de leur erreur que lorsqu'ils ont dû mettre la clé sous la porte à cause de la pénurie de capitaux. Sans faire faillite (aucun crédit n'a été accordé pendant la période d'inflation), ils se sont effondrés, victimes des grands capitalistes.

Pendant longtemps, l'État lui-même a empêché les petites gens de calculer sur une base correspondant aux règles de l'économie capitaliste, lorsqu'il a déterminé que, sur la base du principe, mark égal mark, franc égal franc, tout le monde doit être considéré comme un profiteur et doit être puni s'il exige un prix plus élevé que celui basé sur le prix d'achat plus le profit en unités monétaires nominales.

Ce faisant, l'État protège les intérêts des grands capitalistes, en particulier ceux des industries lourdes. Le principe du prix d'achat plus le profit en unités monétaires de papier n'était pas applicable aux industries lourdes et aux grandes industries regroupées en trusts qui conduisent leur propre production de la matière première au produit fini. Ces entreprises ont immédiatement augmenté leurs prix pour correspondre à la dépréciation de l'argent et même la dépasser. Ils ont profité systématiquement aux dépens des petits capitalistes, des négociants et des commerçants, en ce sens qu'en tant que classe, ces capitalistes ont acheté à ces couches toutes les marchandises dont ils avaient besoin pour la production, ainsi que tous les objets de consommation privée, toujours bien au-dessous du prix que les grands pourvoyeurs capitalistes recevaient de ces couches pour les mêmes marchandises. Ils profitaient indirectement aux dépens de ces couches dans la mesure où le système de vente au-dessous du coût de reproduction permettait aux capitalistes de payer des salaires très bas, puisque les travailleurs recevaient les marchandises au-dessous du coût de revient de la petite bourgeoisie. Les capitalistes ont soutenu le prolétariat en partie aux dépens de la petite bourgeoisie.¹

De cette façon, il était possible pour les grands capitalistes d'accumuler du capital par l'expropriation des fortunes de la classe moyenne, *à un moment où la richesse accumulée*

¹ Les fluctuations mêmes de l'échange fournissent aux grands capitalistes, qui sont en mesure non seulement de les prévoir mais même de les provoquer, la possibilité de voler les non-initiés. Un exemple classique en est le soutien apporté au franc français au printemps 1924, une action qui a apporté d'énormes profits aux initiés, mais aux non-initiés – tout le monde financier de Vienne et de Berlin – les plus grandes pertes possibles.

n'augmentait pas, voire même diminuait, et aux dépens de la petite bourgeoisie. Il n'est donc pas étonnant que le capital, dans tous les pays, ait saboté la stabilisation du change jusqu'au moment où l'expropriation de la petite bourgeoisie était achevée ou que le passage à un calcul basé sur le prix de rachat ne pouvait plus être empêché.

Ce processus a entraîné en même temps un changement de position des différents types de grand capital. Pendant la période d'inflation, le chemin vers l'enrichissement était facile : contracter des crédits, investir l'argent dans des marchandises ou dans la production, vendre les marchandises aux prix de reproduction, mais rembourser les crédits en unités monétaires nominales. Les industries lourdes étaient les plus aptes à le faire, tandis que les banques, en tant que débiteurs, ont certes obtenu de grands bénéfices de l'inflation, mais ont aussi subi des pertes en tant que créanciers, de sorte que, par rapport aux industries lourdes, elles sont sorties affaiblies de la période d'inflation. L'influence décisive passa donc des banques aux industries lourdes.

Grâce à l'inflation, l'antagonisme de classe entre la petite bourgeoisie et le capital s'est objectivement fortement accru. Malheureusement, le capital a réussi à détourner le mécontentement subjectif de lui-même vers le nationalisme et l'antisémitisme. Le mouvement fasciste, le mouvement de la petite bourgeoisie expropriée et appauvrie est apparemment dirigé contre le "commerce improductif et le capital bancaire", mais en réalité c'est une arme pour diviser le prolétariat et pour éviter le mouvement révolutionnaire. Ce mouvement est à bien des égards rendu inutile par l'existence de la social-démocratie en tant que facteur contre-révolutionnaire.

[3] Dans un chapitre précédent, nous avons déjà parlé de *l'appauvrissement de la paysannerie* au moyen des "ciseaux".

[4] *L'offensive contre la classe ouvrière pour la réduction de son niveau de vie.*

Le résultat le plus important des trois dernières années est l'offensive du capitalisme, réussie dans l'ensemble, contre les points gagnés par la classe ouvrière avec lesquels, pendant la guerre, le capitalisme a acheté le soutien du prolétariat et, à la fin de la guerre, a calmé la rébellion des travailleurs : salaires plus élevés, journée de huit heures, comités d'entreprise, etc. Dans toute l'Europe, le niveau de vie du prolétariat a diminué. En Amérique seulement, le prolétariat semble avoir réussi à se maintenir à peu près sur sa position.

Les méthodes de l'offensive étaient, d'une part, celles des conflits économiques pacifiques ; d'autre part aussi, celles de la terreur militaire ou fasciste ouverte.

Dans le cadre du conflit économique, le capital a profité de la position affaiblie des syndicats, en plus de la trahison subjective des dirigeants sociaux-démocrates et syndicaux (par exemple, la trahison ouverte des travailleurs des transports lors de la grève des mineurs anglais, le travail au noir des mineurs anglais lors de la grève des mineurs américains, etc.) Les syndicats anglais avaient dépensé leurs fonds en allocations de chômage. Les syndicats des pays d'inflation ont perdu leur fortune à cause de l'inflation ; leurs revenus étaient si faibles qu'ils ne suffisaient même pas à maintenir leur appareil. Dans ces circonstances, les méthodes traditionnelles de la lutte syndicale – à savoir s'en tenir au refus pacifique de travailler jusqu'à ce que le dommage causé aux capitalistes par l'arrêt de la production devienne plus important que la différence de salaire pour laquelle la lutte est menée – étaient totalement inapplicables. Les travailleurs ont pu tenir bon dans une lutte pacifique sans soutien pendant une courte période. En revanche, les capitalistes, organisés en gigantesques trusts et en fédérations patronales très soudées, avaient absolument le dessus dans une lutte économique pacifique. Ainsi, les conflits économiques se terminaient généralement par la défaite du

prolétariat et conduisaient à la réduction du niveau de vie de la classe ouvrière. Les travailleurs ont perdu confiance dans les syndicats. A quelques exceptions près (Hongrie), le nombre de travailleurs organisés en syndicats a fortement diminué au cours des années 1921-1924.

Dans les pays où le prolétariat a tenté de recourir à des conflits politiques armés, ceux-ci se sont également soldés par la défaite des travailleurs. En Italie, ce sont les fascistes, une force armée organisée de la classe capitaliste existant en dehors de l'État, qui ont vaincu le prolétariat ; en Bulgarie et en Espagne, c'est une dictature bourgeoise instaurée par une révolte d'officiers ; en Allemagne, c'est l'ancien gouvernement "démocratique" qui – comme en Bulgarie avec l'aide de la social-démocratie – s'est transformé peu à peu en une véritable dictature militaire pure et dure, qui a contraint le prolétariat révolutionnaire à battre en retraite.

Le résultat est partout une forte baisse du niveau de vie réel du prolétariat. Cela nous mènerait trop loin de produire des chiffres. On sait généralement que les salaires réels du prolétariat allemand, autrichien, italien, hongrois ne dépassent pas aujourd'hui 60 à 70 % de ceux d'avant-guerre ; que la journée de huit heures et les droits des ouvriers dans les entreprises industrielles sont pour la plupart passés à la trappe.

En Angleterre et dans les États où le conflit a été mené avec des armes pacifiques, l'apparence démocratique a été maintenue. Là aussi, le niveau de vie des travailleurs est beaucoup plus bas qu'avant la guerre. La crise particulière de l'Europe occidentale se manifeste ici d'une manière très intéressante. Les salaires des travailleurs des industries d'exportation (mines, construction de machines, industrie textile) ont été forcés de baisser beaucoup plus que ceux des travailleurs des industries locales (construction, confection, cordonnerie). Et même au sein d'une même branche de production, comme par exemple l'extraction du charbon, il existe de grandes différences de salaires selon les districts. En outre, les capitalistes essaient partout de séparer les échelles de salaires, c'est-à-dire qu'ils tentent de faire baisser les salaires des ouvriers non qualifiés, des femmes et des enfants, proportionnellement à ceux des ouvriers qualifiés masculins, de manière à diviser le prolétariat et à affaiblir sa capacité de frappe.

En résumé, nous pouvons donc affirmer que les antagonismes de classe se sont, objectivement, aggravés au cours des dernières années ; subjectivement, cependant, l'assaut des forces prolétariennes et révolutionnaires a été affaibli. Le mouvement ouvrier a traversé le creux de la vague révolutionnaire, comme en témoignent les succès des patriotes sociaux. Ce n'est qu'en 1921 que les premiers signes d'une nouvelle vague révolutionnaire sont perceptibles.

VIII. LA CRISE DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Lorsque nous examinons la politique économique des puissances capitalistes au cours des dernières années, nous y trouvons le reflet de l'instabilité du capitalisme pendant sa période de déclin. Aucun des grands problèmes politico-économiques n'a pu être résolu jusqu'à présent. Dans la plupart des cas, la politique économique bourgeoise n'a même pas été capable d'adopter une attitude, et encore moins d'offrir une solution. Nous allons essayer d'esquisser assez brièvement les problèmes les plus importants.

Autarcie ou imbrication de l'économie mondiale

Nous avons mentionné à plusieurs reprises le fait que le développement économique de la période de guerre et en partie aussi de l'après-guerre tendait à l'autarcie, c'est-à-dire à l'autoapprovisionnement le plus large possible de chaque Etat en produits de première nécessité. Cette tendance était particulièrement marquée dans le développement des colonies, qui développaient une puissante industrie indigène, tandis que dans les pays capitalistes, une amélioration de l'agriculture avait lieu (extension des surfaces cultivées en Angleterre, culture du sucre de betterave, production de chanvre dans de nombreux pays européens, etc.)

La bourgeoisie a dû faire face au problème de savoir si elle devait encourager ou entraver ce développement.

Ce problème est intimement lié à un problème politique – la possibilité de nouvelles guerres à venir. Les expériences de la dernière guerre ont montré que la guerre moderne n'est pas seulement un conflit entre deux armées : les peuples se battent contre les peuples, les affaires contre les affaires, les compétences techniques contre les compétences techniques. C'est pourquoi l'économie nationale doit être développée de manière à ce que tout ce qui est nécessaire à une guerre puisse être produit dans le pays. Ceci est, bien sûr, une utopie. Seuls des pays aussi gigantesques que les États-Unis ou la Russie peuvent prendre leurs dispositions avec la possibilité de s'approvisionner eux-mêmes. Mais la préparation des guerres futures, le désir d'introduire le plus grand nombre possible de choses nécessaires à la guerre sur le sol national, est un facteur important dans la lutte pour l'autarcie !

Libre-échange ou tarif protecteur

La question du tarif protecteur ou du libre-échange est étroitement liée au problème de l'autoapprovisionnement ou de l'imbrication économique. Nous traiterons les deux simultanément.

La politique économique bourgeoise n'a jusqu'à présent trouvé aucune réponse unifiée à cette question. Mais dans la pratique, il existe une forte tendance à encourager le déclin de la division du travail dans l'économie mondiale par des mesures positives.

Aux *Etats-Unis*, une politique tendant à l'autarcie a jusqu'ici tenu le haut du pavé. Le tarif protecteur (McKinley bill) est entré en vigueur à l'automne 1922. Au printemps 1924, le président a fait usage de son droit d'augmenter encore, à sa discrétion, les droits de douane déjà élevés, en augmentant de 40 % les droits sur le blé. Le fait que les importations n'aient pas été empêchées par les droits élevés s'explique par le fait qu'il y avait un grand boom et que le dollar était estimé à l'étranger à une valeur supérieure à sa valeur réelle. La tendance "américaine" a également triomphé jusqu'à présent dans la question de la participation à la solution de la question des réparations.

Presque tous les Etats européens s'efforcent de développer leurs industries locales par des tarifs protecteurs, des embargos, des subventions, etc. et de tendre autant que possible vers

l'autosuffisance. Il en va de même pour les colonies anglaises et les États indépendants extra-européens.

La situation des pays industriels d'Europe occidentale est beaucoup plus compliquée. Il ne peut être question d'autarcie sur leur propre sol, bien qu'il y ait une agitation continue pour un mouvement de "retour à la terre". Ils tentent d'atteindre l'autarcie en incluant leurs colonies dans le projet. A cet égard, *la France* a l'avantage qu'il n'y a pas encore d'industrie développée dans ses colonies et qu'il n'y a pas de bourgeoisie indigène. La France peut donc tenter sans obstacle de construire son "pays des 100 millions" sur le principe de l'autosuffisance, et elle essaie de le faire en créant une zone tarifaire qui inclut les colonies, et en adoptant des mesures politico-économiques spéciales. Du point de vue militaire, cette "Grande France" souffre de la pénurie de pétrole. Elle tente de s'en assurer par une pénétration politique et économique de la Pologne et de la Roumanie.

Le problème de *la Grande-Bretagne* est plus difficile. La Conférence impériale britannique de 1923 fut une tentative avortée de créer un empire mondial britannique qui se suffirait à lui-même et qui constituerait une seule zone douanière. Le projet n'a pas abouti parce que la bourgeoisie des colonies n'était pas disposée à renoncer aux droits de douane contre l'industrie anglaise et à être reléguée au rang de simple fournisseur de denrées alimentaires et de matières premières. Le plan échoua également en raison du fait que la création d'une union douanière n'aurait été utile pour les colonies que si les denrées alimentaires étrangères, provenant d'autres endroits que les colonies, avaient été grevées de droits de douane – ce que personne n'osait attendre des consommateurs anglais. La défaite des conservateurs met fin aux maigres débuts d'une politique tarifaire protectrice décidée par la Conférence impériale. Le projet de création d'un empire mondial britannique autosuffisant a échoué pour l'instant : L'Angleterre s'en tiendra au libre-échange, tandis que les colonies se dirigent de plus en plus vers des tarifs protecteurs.

Les intérêts de la bourgeoisie sont contradictoires dans cette question. En tant que fournisseur de produits industriels, elle a intérêt à être autorisée à importer dans un autre pays en franchise de droits. En tant qu'exportateurs de capitaux, qui désirent produire dans les colonies ou dans un pays étranger pour le marché de celui-ci, ils ont intérêt à ce que les droits de douane soient perçus. A un autre égard, les intérêts de la bourgeoisie indigène coloniale sont contradictoires. En tant que bourgeoisie indigène, elle a intérêt à combattre l'impérialisme étranger et exploiteur ; en tant que bourgeoisie assaillie par un prolétariat indigène qui s'éveille à la conscience de classe, elle dépend de l'aide de la bourgeoisie étrangère, qui est son alliée naturelle. D'où les contradictions du mouvement "national" en Inde et dans d'autres États coloniaux similaires.

Les relations avec la Russie

La bourgeoisie est également incapable de résoudre le problème russe. Après l'échec des tentatives de détrôner le pouvoir prolétarien par la force des armes, la bourgeoisie unie tenta à Gênes et à La Haye de l'emporter par la diplomatie. Là encore, sans succès. Le front uni de la bourgeoisie se brisa en temps utile ; bien que la bourgeoisie européenne craignît de se lier aux bolcheviks pour des raisons de politique intérieure, la crise commerciale de l'Europe occidentale l'obligea à s'entendre individuellement avec la Russie et à conclure des arrangements économiques. L'aggravation de l'antagonisme international contraint les pays capitalistes, l'un après l'autre, à reconnaître la Russie soviétique sur le plan politique également.

Mais cela ne constitue pas une solution au problème. La bourgeoisie ne peut pas parvenir à une relation honnête avec l'État ouvrier. Alors qu'elle proclame pour des raisons politiques, surtout par la bouche des sociaux-démocrates, que le communisme est terminé en Russie, que le capitalisme y a été

rétabli, elle prouve le contraire par sa réserve en matière d'investissement de capitaux et de crédits. Elle est tout à fait incapable, que ce soit par des moyens équitables ou non, de faire de la Russie une partie du système capitaliste. La Russie reste une épine dans son pied. La prospérité croissante du peuple russe, l'augmentation du niveau de vie de la classe ouvrière russe ont plus d'influence sur le prolétariat européen opprimé que toute agitation. Ainsi le problème russe reste non résolu malgré la reconnaissance jusqu'à ce qu'il ait été résolu par l'extension générale de la dictature du prolétariat. A cet égard, une nouvelle tentative d'intervention armée de la part des puissances capitalistes est tout à fait envisageable.

Inflation, déflation ou stabilisation

La bourgeoisie n'a pas réussi à résoudre le problème du change. En effet, les points de vue concernant la méthode pour le résoudre sont très opposés les uns aux autres.

Après la fin de la guerre, l'opinion prévalait que les changes devaient être ramenés à l'étalon-or par une déflation énergique. L'Angleterre fit des tentatives fructueuses dans ce sens et avait déjà approché la parité or à 3 ou 4 % près. Mais les industries lourdes d'Angleterre s'opposaient de plus en plus à cette politique, et défendaient ouvertement ou à demi-furtivement l'inflation. (Voir le célèbre mémorandum de la Fédération des industries britanniques, etc.) En fait, le cours de la monnaie britannique a depuis lors tendance à baisser. Les tendances inflationnistes sont également en conflit avec les efforts déployés pour obtenir un bon franc.

Dans le chapitre précédent, nous avons montré le mécanisme de l'inflation – comment elle exproprie les classes moyennes au profit des capitalistes, et comment elle contraint certaines couches qui vivaient auparavant de leurs revenus (intérêts, bénéfices) à se mettre au travail. L'inflation contraint automatiquement les salaires à baisser. Elle signifie pratiquement l'affranchissement de l'impôt pour les classes dirigeantes, dans la mesure où les impôts directs sont réduits au minimum par les délais de fixation et de perception. Ceci est particulièrement avantageux pour la bourgeoisie industrielle. La bourgeoisie industrielle des pays qui connaissent l'inflation bénéficie d'un avantage important, bien que temporaire, dans la lutte pour la conquête des marchés étrangers. Il n'est donc que naturel qu'il y ait de fortes tendances inflationnistes dans chaque pays ; que même en Angleterre, on ne parle guère de revenir à l'étalon-or nominal ; que dans le meilleur des cas, la stabilisation ne soit tentée que sur une base très basse (Allemagne, Pologne).

Le problème des réparations

Le problème politico-économique le plus difficile avec lequel la bourgeoisie européenne est aux prises est celui des réparations. Il est impossible, dans le cadre de cette brochure, de retracer l'histoire des négociations complexes sur les réparations. Nous devons supposer que le lecteur les connaît. Nous nous contenterons d'essayer de montrer la relation entre la question des réparations et la crise générale de l'industrie européenne et les méthodes contradictoires pour la résoudre.

L'idée initiale était la suivante : L'Allemagne devait réparer tous les dommages causés aux Alliés, sans se demander si l'industrie allemande pouvait supporter un tel fardeau et si, dans les circonstances capitalistes, le transfert de sommes aussi énormes était possible sans que quelque chose soit donné ou fait en échange.

Le résultat de ce système est bien connu : L'Allemagne, qui devait payer les factures de réparations en devises, a dû acheter de la monnaie étrangère à tout prix. Tant qu'il y avait des gens à l'extérieur de l'Allemagne qui croyaient en l'avenir économique de l'Allemagne et qui achetaient donc des marks dans l'espoir de les voir augmenter plus tard, le plan était maintenu en quelque sorte.

Cependant, lorsque la dépréciation catastrophique continue du mark a rendu sa vente impossible à l'étranger, lorsque les marks déjà vendus à l'étranger ont commencé à revenir, l'impossibilité de cette méthode de paiement des réparations est devenue évidente. L'Allemagne a dû plaider pour un moratoire, qui a été partiellement accordé en 1922. On arriva à la conclusion correcte que l'Allemagne ne pourrait payer les réparations directement en devises étrangères que si le pays exportait plus que pendant la période d'avant-guerre (10 milliards de marks-or par an). Mais si l'on tentait de contraindre l'Allemagne à une exportation aussi énorme, cela signifierait une concurrence fatale sur les marchés mondiaux pour les pays industriels d'Europe – dans un marché qui, sans cela, était déjà incapable d'absorber les produits de l'Europe occidentale. En d'autres termes, le chômage en Angleterre serait aggravé et perpétué.

Le problème se compliquait encore par les antagonismes entre la France et l'Angleterre qui s'aggravaient constamment dans leur lutte pour le pouvoir. Cette lutte prend de plus en plus la forme suivante : à la sphère d'influence de laquelle des trois grandes puissances impérialistes – France, Angleterre ou Etats-Unis – doit être rattaché le pays devenu impuissant par lui-même, à savoir l'Allemagne ? Pour le dire sous forme de slogan : de qui l'Allemagne devait-elle devenir une colonie ?¹ Il était hors de question pour la France, avec sa population limitée et son manque de capitaux, de régner sur toute l'Allemagne. Le plan français est donc le suivant : occuper les territoires du Rhin et de la Ruhr, et les unir à l'industrie française ; séparer l'Allemagne du Sud de l'Allemagne du Nord, puis régner politiquement sur une Allemagne ainsi divisée.

L'Angleterre n'avait aucun intérêt réel à ajouter l'Allemagne à sa sphère, car la reconstruction de l'Allemagne signifierait la résurrection du rival le plus dangereux de la Grande-Bretagne sur les marchés mondiaux, tout comme avant la guerre. La victoire de la guerre serait ainsi annulée pour l'Angleterre. D'autre part, la solution tentée par la France est politiquement et économiquement inacceptable pour l'Angleterre. Politiquement, parce que la puissance militaire de la France serait ainsi devenue encore plus grande, sa position d'hégémonie sur le continent européen encore plus confirmée. Économiquement, parce que l'union de toute l'industrie lourde continentale aurait signifié une menace insupportable pour l'industrie lourde anglaise.

Le seul pays qui pourrait digérer l'Allemagne économiquement est les Etats-Unis. Les États-Unis sont le seul pays dans lequel, en période de conjoncture favorable, il y a une pénurie de travailleurs industriels. Jusqu'à la guerre mondiale, les États-Unis compensaient cette pénurie par une immigration étendue. Cependant, à l'heure actuelle, l'opinion publique américaine est résolument en faveur de la prévention d'une nouvelle immigration, en partie par peur des immigrants infestés de communistes, en partie par nationalisme, par crainte que le caractère anglais du pays ne soit perdu par une immigration intensive ; socialement, dans la mesure où le capitalisme, par l'embargo sur l'immigration, achète le soutien de l'aristocratie du travail. La "colonisation" de l'Allemagne par le capital américain signifierait donc que les travailleurs qui manquent dans les périodes de prospérité n'auraient pas à émigrer en Amérique mais seraient mis au travail en Allemagne pour l'Amérique ; et que les salaires bon marché payés aux travailleurs allemands seraient utilisés pour faire baisser les

¹ Lorsque, dans ce contexte, nous parlons d'une colonie, nous n'y pensons naturellement pas dans le sens où Marx utilisait ce terme : pas un pays qui fournit de la matière première et achète des produits industriels. L'Allemagne ne pourrait devenir un tel pays que si, comme le souhaitait Clemenceau, elle devait perdre 20 millions de ses habitants. Mais on peut aussi parler de colonie dans un autre sens : celui d'un pays qui est économiquement contrôlé et exploité par d'autres pays. Ce sera effectivement le cas de l'Allemagne si les recommandations des experts sont suivies. [Georges Clemenceau (1841-1929) était un homme politique et premier ministre français, membre du Parti radical].

salaires américains. Entre-temps, cependant, en partie à cause du boom économique, l'enthousiasme pour se mêler des affaires européennes n'était pas encore très grand. En fait, dans les trois pays, la France, l'Angleterre et les États-Unis, des intérêts très différents s'opposent sur la question des réparations et rendent une solution difficile.

La lutte pour le pouvoir entre la France et l'Angleterre empêche le succès de toutes les conférences sur les réparations tenues jusqu'à la fin de 1922. Au début de 1923, c'est l'occupation de la Ruhr. Si l'on fait un survol historique de la période, on peut affirmer que l'occupation de la Ruhr a été provoquée par l'Angleterre dans l'espoir d'impliquer la France et l'Allemagne dans un conflit économique et peut-être même militaire, et ainsi de lier les mains de la France, qui devenait de plus en plus dangereuse, et de l'affaiblir militairement et économiquement. Nous constatons donc que l'Angleterre se retire après l'occupation de la Ruhr et qu'elle se contente de renforcer secrètement et ouvertement la colonne vertébrale de l'Allemagne par des déclarations dans lesquelles la légalité de l'occupation de la Ruhr est contestée. Le plan anglais a été couronné de succès. Certes, l'Allemagne ne pouvait pas, à long terme, résister à une France armée jusqu'aux dents. La résistance passive est abandonnée et les grands industriels de la Ruhr sont contraints de signer les accords "Micum"¹ et d'effectuer d'énormes livraisons à la France. Mais la France est très affaiblie économiquement par la lutte et la chute catastrophique du franc l'oblige à accepter l'aide du capital anglo-américain et – en apparence du moins – à accepter une solution du problème des réparations telle qu'elle est exposée dans le rapport des experts.

Avant d'aborder ce dernier point, signalons qu'il y a toujours eu accord entre la bourgeoisie française et la bourgeoisie anglaise sur un point : à savoir la conviction que l'industrie allemande, grâce à l'inflation, qui a permis à l'État lui-même et à l'industrie de se libérer de leurs dettes, est dans une bien meilleure position que ses concurrents français et anglais. Lloyd George l'a dit très clairement dans son discours au parlement le 3 août 1922 :

L'Allemagne souffre de la crise mondiale. Ce n'est pas le bon moment pour estimer sa pleine capacité. Supposons qu'elle soit estimée trop bas – à 1 000 ou 1 500 livres sterling. Que va-t-il se passer ? L'Allemagne s'est en fait débarrassée de ses dettes intérieures. L'effondrement du mark peut vraiment avoir eu des conséquences désastreuses pour la vie économique de l'Allemagne. Mais il ne fait aucun doute qu'elle s'est débarrassée de ses dettes publiques... L'Allemagne serait alors dans cette position : Elle n'aurait aucune dette intérieure et seulement 1 000 à 1 500 livres de dettes extérieures ; pas une seule usine endommagée, certaines d'entre elles nouvellement équipées... L'Allemagne a une population de 60 millions d'habitants, des travailleurs capables et hautement qualifiés. Le temps de la reprise viendra. Quand ce temps viendra, nous aurons une Allemagne bien équipée, avec une population de 60 millions d'habitants, sans aucune dette d'État, avec une dette extérieure qui a été fixée quand les temps étaient extrêmement mauvais – et une Angleterre chargée de 7 000 millions de livres de dettes intérieures et de 1 000 millions de livres de dettes extérieures, qui devra entrer en concurrence avec deux grandes puissances industrielles, ses rivales industrielles.²

¹ [MICUM (Mission Interalliée de Contrôle des Usines et des Mines), unité d'occupation franco-belge dans la Ruhr ; des accords MICUM sont signés en novembre 1923 entre les industriels allemands et le gouvernement français pour créditer les avances de charbon de la MICUM au compte des réparations].

² [Varga donne comme source *The Times*, Londres, 4 août 1922. Cependant, le *Times* de cette date donne une citation différente du discours de Poincaré - ? -].

On retrouve la même ligne de pensée dans la réponse de [Raymond] Poincaré à la proposition anglaise de la Conférence des Réparations de Paris à la fin de 1922 :

A l'heure actuelle, l'Allemagne n'a aucune dette extérieure ; par suite de l'effondrement du mark, elle a réduit proportionnellement ses dettes intérieures, de sorte que celles-ci ne dépasseraient pas quelques milliards de marks-or et qu'au prochain effondrement du change allemand elles tomberaient à zéro. Si l'Allemagne n'avait alors qu'une seule dette, celle des réparations, et si celle-ci était ramenée à environ 20 milliards par le système d'escompte prévu par le plan britannique – dette qui pourrait être amortie en une quinzaine d'années et qui représente moins d'un tiers de la dette nationale française – l'Allemagne serait au bout de quelques années le seul pays d'Europe à ne pas avoir de dette extérieure ; avec sa population croissante, ses industries intactes – lesquelles industries ne cesseraient de profiter de la situation exceptionnelle – avec ses réservoirs intacts de charbon, de bois et de nitrates, elle deviendrait le maître de l'Europe par rapport à une France dont la population serait deux fois moins nombreuse et qui aurait continuellement à supporter le fardeau de la reconstruction des régions dévastées. L'hégémonie allemande sur l'Europe, que la guerre devait détruire, serait rétablie et renforcée grâce aux Alliés¹.

Cette pensée est répétée à l'envi par les capitalistes anglais, qui font remarquer qu'ils doivent inclure dans le calcul de leurs coûts de production les impôts élevés qui sont surtout nécessaires pour payer les intérêts des dettes d'État, écrivent leurs concurrents allemands qui doivent payer des impôts très bas parce que les dettes d'État ont été effacées par l'inflation. Les Anglais et les Français sont d'accord pour que les impôts à payer par les producteurs allemands ne soient en aucun cas inférieurs aux leurs, afin qu'ils ne soient pas désavantagés par rapport à leurs concurrents.

Le rapport de la Commission des Experts

Voici les circonstances économiques et politiques mondiales dans lesquelles s'inscrit le rapport unanime de la Commission des Experts. Nous allons maintenant tenter d'en faire ressortir les parties les plus essentielles, en supposant que le lecteur connaît le rapport lui-même. Les points suivants nous paraissent essentiels :

Le paiement des réparations ne doit être effectué qu'avec un change stable. La Commission des Experts est d'avis que l'Allemagne ne peut effectuer des paiements réguliers de réparations que si le change allemand est stable, car en cas de dépréciation du change, les revenus de l'État diminuent automatiquement à tel point que les paiements deviennent impossibles. La stabilité de la monnaie allemande doit donc être garantie malgré les livraisons de réparations.

Paiement des réparations en monnaie allemande. Il découle logiquement de ce qui précède que les paiements de réparations de l'Allemagne – à l'exception des paiements en nature – doivent être effectués uniquement en devises allemandes. Les paiements prescrits doivent être déposés par l'Allemagne en monnaie allemande au crédit de la Commission des réparations dans la nouvelle banque d'émission qui doit être créée, la Banque des réparations. Après le dépôt de la somme stipulée, l'Allemagne a rempli ses obligations ; il appartient aux Alliés de voir comment ils feront sortir du pays les livraisons de réparations effectuées en monnaie allemande. Ce sera l'affaire de la Commission de l'Entente qui doit être nommée. La vieille question se pose : *sous quelle forme naturelle l'Allemagne peut-elle effectuer ses livraisons de réparations, ou quels paiements en nature*

¹ [Varga ne donne aucune référence pour cette citation. Poincaré s'est exprimé devant l'Assemblée française le 16 décembre 1922 et devant le Sénat le 20 décembre 1922].

peuvent être acceptés comme paiements de réparations par les Alliés sans causer de graves dommages aux industries de France, d'Angleterre et du reste du monde capitaliste ? Le rapport des Experts, bien entendu, ne résout pas ce problème, puisque ce problème est par nature insoluble. Il a été prévu que les paiements de l'Allemagne peuvent être accumulés en argent jusqu'à deux milliards de marks-or. Les sommes qui dépassent deux milliards doivent être investies dans des obligations allemandes, le maximum étant de cinq milliards de marks-or. Au cas où il s'avérerait qu'aucune forme de prise en charge des réparations ne peut être mise au point, les paiements de l'Allemagne seront réduits jusqu'à ce que les Alliés soient en mesure de gérer le transfert vers les pays étrangers.

Le rapport des Experts *condamne tous les plans* par lesquels le problème des réparations devait être résolu d'un seul coup par un prêt international de milliards de marks ; par exemple, la proposition du gouvernement Cuno¹ d'un prêt de 20 milliards de marks-or. L'idée que l'Amérique, en mettant à la disposition de l'Allemagne les richesses amassées en Amérique et en ne mettant pas en partie à profit les énormes réserves d'or de la Banque de la Réserve fédérale, pourrait résoudre le problème des réparations et, en même temps, supprimer une des principales causes de la crise, s'est évanouie. Le rapport des Experts prévoit un prêt unique et modeste de 800 millions de marks-or, destiné à couvrir les paiements de la première année.

Du point de vue de la politique mondiale, la solution proposée signifie la *défaite de la politique de puissance de la France* et la victoire de l'Angleterre. La politique de la France qui visait à la séparation définitive des régions du Rhin et de la Ruhr de l'Allemagne, au séparatisme en Bavière et à la sécession de l'Allemagne du Sud de l'Allemagne du Nord, à la division de l'Allemagne de cette manière en trois ou quatre parties, peut être considérée comme ayant échoué. Le rapport exige que l'Allemagne forme un ensemble économique unifié. La solution empêche en même temps l'union du fer et du charbon continentaux entre les mains de la France, chose qui est de la plus grande importance pour la position économique et politique de la France vis-à-vis de l'Angleterre.

L'Allemagne devient une colonie internationale. Le rapport des experts prévoit un contrôle strict et systématique de l'Allemagne par les Alliés. En application des mesures prévues, l'industrie allemande est placée sous le contrôle de l'Entente. Ce contrôle s'étendra aux chemins de fer, aux finances du pays, à l'ensemble de la politique monétaire par le biais du contrôle de la banque centrale d'émission qui doit être créée et avec laquelle toutes les banques d'émission existantes doivent être fusionnées, ainsi qu'aux impôts allemands, dont le montant doit être fixé par les Alliés.

Paiements et capacité de paiement de l'Allemagne. Le rapport prévoit les paiements suivants :

Paiements de réparation allemands

1ère année	1.000 millions de marks or
2ème année	1 220 millions de marks or
3ème année	1.200 millions de marks or
4ème année	1 750 millions de marks or
5ème année	2.500 millions de marks or
Total pour les cinq premières années	7.670 millions de marks or

Sur cette somme, comme on le sait, 800 millions doivent être réalisés par un emprunt, de sorte que pendant les cinq premières années, des paiements de moins de sept milliards de marks-or sont prévus. A partir de la cinquième année, les versements s'élèveront annuellement à 2.500 millions et peut-être même plus. En effet, un *indice de prospérité* a été prévu, composé de différents éléments

¹ [Wilhelm Cuno (1876-1933) était un homme politique catholique allemand, chancelier d'Allemagne (1922-3)].

assez hétérogènes (trafic ferroviaire, population, commerce d'exportation, consommation de tabac, dépenses budgétaires et consommation de charbon). Si ces facteurs, calculés selon un certain système (les moyens de changer en pourcentage ces six facteurs), montrent plus tard une augmentation au-delà de la norme de 1926-1929, les obligations de l'Allemagne doivent être augmentées en conséquence.

Le rapport prévoit *les sources à partir desquelles les réparations doivent être garanties* : en d'autres termes, plusieurs formes de revenus sont séquestrées pour le paiement des réparations.

(1) *Les chemins de fer* se sont débarrassés par la dépréciation de l'argent de toutes leurs dettes ; ils représentent un compte de capital de 26 milliards de marks-or. Avant la guerre, ils avaient un revenu net de 600 millions de marks-or, somme qui, évaluée aux valeurs monétaires d'aujourd'hui, représente environ 1.000 marks-or ; à cet égard, il convient toutefois de souligner que, pendant la période d'avant-guerre, les chemins de fer allemands n'étaient pas considérés comme des entreprises rentables, mais avant tout comme des moyens de développement économique de l'Allemagne. Si la politique tarifaire est orientée avant tout vers la réalisation de revenus aussi élevés que possible, il est facilement possible de gagner annuellement 600 millions de marks-or sur les chemins de fer sous forme d'intérêts sur les obligations et sur l'amortissement de ces obligations, ainsi que 290 millions par an sous forme de taxes sur le transport ferroviaire à des fins de réparation.

(2) *L'industrie allemande* s'est également libérée de ses dettes par la dépréciation de la monnaie allemande. Elle peut donc prendre sur elle un paiement de réparations de cinq milliards de marks-or, qui, avec un intérêt de 5 % et un amortissement de 1 %, doit rapporter 800 millions de marks-or par an [?].

(3) Dans le traité de Versailles, il est stipulé que *les impôts en Allemagne* ne doivent pas être inférieurs à ceux des pays de l'Entente. Sur cette base, on estime que jusqu'en 1928-1929, l'Allemagne pourra progressivement prélever 1.250 millions de marks-or sur son budget ordinaire pour les réparations. Pour assurer ces livraisons, le revenu des taxes sur le tabac, la bière, l'alcool et le sucre, ainsi que les droits de douane, doivent être versés sur le compte des réparations de la nouvelle banque d'émission (la Banque des réparations).¹ Si ces taxes et droits de douane rapportent plus que ce qui a été estimé, l'excédent sera mis à la disposition du Reich.

Deux questions se posent à cet égard.

(1) *Les sommes estimées ici peuvent-elles être prélevées sur le produit du commerce et de l'industrie allemands, sur la production annuelle d'une Allemagne diminuée ?*

En ce qui concerne les cinq premières années, on peut répondre à cette question par l'affirmative. A notre avis, ces sommes peuvent être réalisées en raison de la disparition de la dette de l'Etat et de la réduction des dépenses militaires, à condition toutefois que le contrôle politique de la bourgeoisie soit ferme et que les processus productifs ne soient pas perturbés par de lourds conflits sociaux – une présupposition qui ne se vérifiera guère. En ce qui concerne les paiements complets après cinq ans, nous devons cependant douter que l'industrie allemande puisse supporter le retrait de telles sommes. Toutefois, compte tenu de l'état extrêmement incertain du capitalisme, on ne peut pas dire grand-chose de certain sur ce qui se passera dans cinq ans !

(2) *Peut-on trouver une forme de livraison en nature qui permette d'exporter hors d'Allemagne les paiements prévus ?*

¹ [En avril 1924, Charles G. Dawes a proposé un plan pour instituer des paiements annuels sur une échelle fixe].

Pendant les cinq premières années, on peut répondre à cette question par l'affirmative, car si l'on soustrait les livraisons de charbon et de coke que la France est non seulement heureuse d'accepter, mais dont elle a absolument besoin pour sa vie économique, il ne restera qu'un solde relativement faible qui devra être exporté soit en échange, soit sous forme de marchandises. Ce solde peut, semble-t-il, être assuré par la vente de marchandises allemandes sur les marchés du monde, à moins qu'une crise économique lourde et aiguë ne vienne contrarier ces plans. La situation sera différente lorsque, après cinq ans, les paiements devront être effectués dans leur intégralité. Les paiements annuels de 2 milliards de marks-or ne peuvent être effectués que si les exportations de marchandises de l'Allemagne dépassent de plusieurs milliards celles d'avant-guerre. Nous disons "de plusieurs milliards" parce que l'Allemagne ne peut pas se contenter d'exporter des marchandises dont les matières premières et auxiliaires se trouvent en Allemagne, mais elle doit naturellement aussi importer des matières premières et auxiliaires de l'étranger. Une exportation aussi importante de marchandises allemandes entraînerait cependant de graves inconvénients pour l'industrie française et anglaise, compte tenu de la capacité actuellement limitée du marché mondial à absorber des marchandises, et compte tenu de l'incapacité permanente, à notre avis, de toute l'Europe occidentale à produire à pleine capacité industrielle en raison du manque de marchés. Nous sommes donc d'avis que les paiements complets demandés ne peuvent être ni fournis par l'Allemagne ni acceptés par l'Entente.

Le sens du rapport des experts : freiner l'industrie allemande

Le rapport a été adopté à l'unanimité par les experts. Comme nous pouvons supposer avec certitude que les experts ont agi en accord avec leurs gouvernements, cela signifie simplement que les gouvernements de l'Entente, c'est-à-dire la bourgeoisie de l'Entente, considèrent que la solution de la question des réparations telle qu'elle a été présentée est correcte. Les difficultés que provoque Poincaré nous paraissent être en partie des manœuvres électorales, en partie des tentatives pour retarder les autres, afin d'imposer une solution de la question de la dette interalliée qui soit favorable à la France.

Quelle est alors la signification économique du rapport ? A notre avis, elle est la suivante :

La bourgeoisie de l'Entente se rend compte qu'il est impossible d'obtenir de l'Allemagne le paiement des réparations dans les proportions prévues par les différents ultimatums. La bourgeoisie de l'Entente doit choisir : ou bien d'obtenir des réparations, mais au prix d'une concurrence acharnée de l'Allemagne sur le marché mondial et, par conséquent, d'une dépréciation du mark, de troubles sociaux, de la dictature de la droite ou du prolétariat en Allemagne, de la poursuite de la crise et du chômage en Angleterre et, plus tard, après l'achèvement de la reconstruction, également en France ; ou bien de renoncer aux réparations dans les proportions prévues, *mais en contrepartie d'exercer une influence décisive sur les processus de l'industrie allemande et de l'exploiter de telle sorte que l'Allemagne soit contenue en tant que rivale industrielle*. En d'autres termes : moins de réparations, mais pas de résurrection de l'Allemagne en tant que concurrent dangereux sur les marchés du monde. Le rapport des experts signifie que la bourgeoisie de l'Entente a accepté cette dernière solution. Si l'on considère cela comme acquis, les dispositions du rapport, dont certaines semblent étranges, deviennent compréhensibles.

L'hypothèque sur les chemins de fer et le contrôle des chemins de fer allemands signifient : les taux de fret et de passagers des chemins de fer allemands doivent être maintenus élevés, afin

d'empêcher l'industrie allemande d'encourager l'exportation, comme en temps de paix, par des taux bon marché et des tarifs d'exportation exceptionnels.

L'hypothèque de cinq milliards sur l'industrie allemande signifie que les coûts de production de l'industrie allemande sont augmentés en conséquence. Il est significatif que les experts aient refusé de revendiquer l'agriculture allemande, comme Cuno lui-même l'avait suggéré à un moment donné. Pour eux, il importait seulement d'imposer des charges à l'industrie.

Le contrôle de la banque d'émission signifie que la politique d'escompte de l'institution bancaire centrale sera déterminée par la bourgeoisie de l'Entente et que l'importance des crédits accordés à l'industrie, ainsi que le taux d'intérêt, seront déterminés en fonction des besoins des bourgeoisies française et anglaise, de manière à entraver le développement de l'industrie allemande par la limitation des crédits et par des taux d'intérêt élevés.

Le placement de cinq milliards de marks-or en titres allemands signifie que la bourgeoisie de l'Entente, qui possède déjà des quantités considérables d'actions dans les entreprises industrielles allemandes, acquiert un contrôle direct sur les branches les plus importantes de l'industrie allemande. Ce serait surtout le cas si la Commission des Réparations devait ultérieurement entreprendre de réunir la somme prévue.

Dans l'ensemble, cela signifie que l'Allemagne doit être placée économiquement sous le contrôle de la bourgeoisie de l'Entente. Ce contrôle doit avant tout réduire la capacité de concurrence industrielle de l'Allemagne à un degré supportable pour la France et l'Angleterre ; d'autre part, l'industrie ne doit pas être alourdie par des charges de réparations trop importantes au point de provoquer un nouvel effondrement du mark et le danger d'une dictature nationaliste ou prolétarienne.

L'Allemagne doit être traitée comme un précieux cheval de trait : on doit lui permettre de vivre, mais pas de devenir dangereux. Le prolétariat allemand doit être asservi par de longues heures de travail et de bas salaires, afin de fournir une bonne excuse aux pays de l'Entente pour réduire les salaires et allonger les heures de travail. La bourgeoisie allemande doit être chargée d'exploiter les travailleurs. Il est significatif que la bourgeoisie de l'Entente insiste sur la nécessité d'augmenter les taxes sur les articles de consommation. Mais des sommes ainsi réalisées, il ne doit rester qu'une partie pour ne pas susciter une concurrence dangereuse de la bourgeoisie de l'Entente, dont la position reste difficile en raison de la crise particulière du capitalisme d'Europe occidentale. Ainsi, au lieu d'une tentative de surmonter la crise par l'extension du marché, nous assistons à une tentative de contenir économiquement l'adversaire qui a été vaincu dans la guerre, de diminuer la concurrence et d'entraver le développement du capitalisme par des moyens politiques.

Le problème des dettes de guerre interalliées n'a été que partiellement résolu par l'accord anglo-américain. Mais il est prouvé que même pour l'Angleterre, dont les finances publiques sont bien en fonds, il est assez difficile de remplir des obligations de ce genre, et les économistes américains sont d'avis que l'acceptation de ces sommes est nuisible aux États-Unis.¹

Le fond de la question est le suivant : sous quelle forme de produit ces dettes doivent-elles être payées ou acceptées par le créancier ? Étant donné que le marché des produits industriels s'est rétréci du fait de la guerre, l'acceptation est souvent plus désastreuse que leur livraison. C'est pourquoi il existe une forte tendance, surtout dans les cercles de capital commercial anglais, en faveur de

¹ Voir Varga *The Process of Capitalist Decline*, op. cit., 1922, p. 46.

l'annulation des dettes interalliées. Mais les industriels craignent que cela ne réduise les impôts du concurrent et n'augmente sa capacité de concurrence. Leurs intérêts seraient mieux servis si les dettes ou leurs intérêts étaient effectivement recouverts, mais si les marchandises avec lesquelles elles sont payées disparaissaient d'une manière ou d'une autre du marché mondial – soit brûlées, soit "jetées dans un trou", comme [Walther] Rathenau¹ l'a dit à propos des livraisons en nature. Ainsi la bourgeoisie se casse la tête sur ce problème sans parvenir à une solution.

Emigration, immigration, malthusianisme

Tout comme dans la politique économique, il y a un véritable chaos dans la politique de la population. La bourgeoisie française se plaint de l'immobilisme de la population sans trouver d'issue. La bourgeoisie anglaise a déjà abandonné l'espoir de soutenir la gigantesque armée de chômeurs et la jeune génération d'ouvriers à venir par le travail industriel dans son propre pays. D'où l'agitation permanente en faveur d'une émigration réglementée vers les colonies et d'une limitation de la population. Le malthusianisme, qui semblait avoir été éliminé pendant l'ascension du capitalisme, ressuscite en Angleterre.²

La question est encore plus compliquée aux États-Unis. L'immigration a récemment été limitée pour chaque pays à 2 % du nombre de ressortissants de ce pays vivant aux États-Unis en 1890. Cela signifie que les possibilités pour les personnes originaires d'Europe du Sud et de l'Est sont limitées à une fraction seulement, tandis que les Européens du Nord – Anglais, Scandinaves et Allemands – bénéficient de plus grandes possibilités. Cette politique semble être en contradiction flagrante avec les intérêts des capitalistes en tant qu'employeurs. En fait, cette politique est le résultat d'intérêts contradictoires. Elle signifie avant tout que l'aristocratie ouvrière semi-fasciste, sous la direction de [Samuel] Gompers, la Légion américaine, plus fasciste encore, et le Ku-Klux-Klan, nationaliste et totalement fasciste, se sont mis d'accord avec les capitalistes pour éloigner d'Amérique la main-d'œuvre étrangère bon marché qui n'est pas intéressée par le nationalisme américain, mais qui est difficile à assimiler et imprégnée de théories révolutionnaires. En interdisant l'immigration, la bourgeoisie américaine s'assure le soutien de l'aristocratie ouvrière dans la lutte contre un mouvement révolutionnaire.

Mais si cette politique semble calculée pour retarder le mouvement révolutionnaire aux États-Unis, elle fonctionne de manière tout à fait opposée en Europe. Elle contraint les éléments énergiques et mécontents, qui avaient auparavant résolu individuellement le problème de leur bien-être en émigrant, à rester en Europe et à résoudre leur problème par des méthodes collectives, c'est-à-dire en prenant part au mouvement révolutionnaire. La restriction de l'immigration bloque une soupape de sécurité tout à fait nécessaire pour la bourgeoisie européenne !

Ainsi, dans la question de la population aussi, nous constatons la même incertitude, la même impuissance que dans tous les autres problèmes politico-économiques.

¹ [Walther Rathenau (1867-1922) était un entrepreneur allemand, propriétaire de la Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft (AEG), homme politique libéral, ministre des affaires étrangères. Le 24 juin 1922, il a été tué par des militants d'extrême droite].

² Voir, par exemple, Harold Cox, éditeur de *l'Edinburgh Review*. Les avantages grâce auxquels l'Angleterre a pu jusqu'à présent supporter une population dense et croissante ont disparu, affirme-t-il, et ne reviendront jamais. Voir Cox 1922, pp. 38-9. [John M.] Keynes, lui aussi, souscrit à ce malthusianisme.

IX. LA PERSPECTIVE DU DEVELOPPEMENT

A partir de l'argumentation développée jusqu'ici, le lecteur verra que nous nous en tenons à l'opinion soutenue jusqu'ici : *la période de déclin du capitalisme se poursuit*. Cela ne signifie pas que *certaines parties* de la planète, qui n'étaient que récemment englobées dans le capitalisme, ne connaîtront pas une forte ascension économique sur une base capitaliste. Cela ne signifie pas non plus qu'il n'y aura plus de booms économiques en Europe.

Cela signifie, cependant, que le capitalisme dans son ensemble suit une courbe descendante. Considéré en grandes périodes, le total de la production diminue, les crises sont longues et intenses, les périodes d'essor sont de courte durée et ne sont pas grandes. L'unité de l'économie mondiale capitaliste n'est pas réalisée ces derniers temps : les cycles industriels se croisent, l'imbrication des intérêts économiques mondiaux devient de moins en moins forte. La position de l'Europe occidentale, en particulier, reste ébranlée, la condition de crise se maintient presque en permanence à cause de la tendance à la diminution de la division du travail mondial. La fin de la période de reconstruction en France et la reprise de la production en Allemagne après la stabilisation du mark et après la solution du problème des réparations vont aggraver cette crise. Cette période est caractérisée par de lourdes luttes internes de classe pour le partage de ce qui a été produit et des guerres pour empêcher par la force l'adversaire de concourir.

L'avenir immédiat est caractérisé par la fin du boom américain, la concurrence accrue de l'Amérique sur les marchés mondiaux, et une crise en Europe à laquelle on peut s'attendre prochainement.

On ne peut décider d'un point de vue purement économique si la fin de la période de déclin signifiera l'effondrement du capitalisme ou la construction d'un nouvel équilibre économique mondial, un nouvel enracinement du capitalisme. Dans notre *Crise*¹ d'il y a trois ans, nous avons souligné qu'il existe au sein du capitalisme des "tendances immanentes" à retrouver l'équilibre et que des efforts conscients sont en cours pour surmonter la crise. Ces trois dernières années ont incontestablement été marquées par l'enracinement social du capitalisme. Nous rappelons les mots de Lénine que nous avons cités dans le premier chapitre : "Il n'y a pas de situation pour laquelle il n'y a absolument aucune issue pour la bourgeoisie". Que le capitalisme sorte de la période de déclin ou qu'il s'effondre dépend de façon décisive de l'attitude et des actions du prolétariat.

*

* *

Il va sans dire que la question de l'avenir de l'économie capitaliste est très discutée aujourd'hui. L'opinion générale est plus optimiste que la nôtre. Les capitalistes sont toujours enclins à considérer le cours actuel des affaires comme une chose permanente. Ce serait aller trop loin que de réfuter toutes les théories opposées. Nous retiendrons quelques opinions représentatives.

L'optimisme de Hilferding.

Que les sociaux-démocrates envisagent avec optimisme l'avenir du capitalisme est la conséquence logique de toute leur attitude politique, de leur traité avec la bourgeoisie et de leur hostilité à l'égard d'une révolution prolétarienne. En effet, ils ne peuvent éloigner temporairement les ouvriers du mouvement révolutionnaire que s'ils leur promettent une amélioration de leur condition

¹ Varga, *La crise de l'économie mondiale*, 1921, *op.cit.*

pour l'avenir au sein du système capitaliste, ce qui n'est possible, toutefois, que s'ils supposent que dans un avenir proche il y aura une nouvelle tendance à la hausse du capitalisme.

Nous citons à titre d'exemple l'opinion de [Rudolf] Hilferding¹, le théoricien économique reconnu de la Deuxième Internationale :

Aujourd'hui encore, il est évident que la crise économique a été en grande partie surmontée. On peut aussi discerner que le rétablissement de la production mondiale ne se fera pas, comme on a pu le craindre pendant un certain temps, sur une échelle plus étroite, mais sur une échelle plus large. Dès que le problème de la reconstitution de la sécurité politique en Europe centrale, en Russie et en Chine sera résolu, il faudra s'attendre à un grand boom, extrêmement probable, qui emploiera pleinement toutes les forces productives qui se sont développées entre-temps.²

Hilferding ne fournit aucune preuve réelle pour son interprétation, à moins que nous ne prenions les phrases suivantes comme preuve :

Pendant et après la guerre, les forces productives ont connu un essor considérable. Cette expansion n'a pas été uniforme – on a surtout augmenté les branches de l'industrie qui étaient nécessaires à la conduite de la guerre : l'exploitation des matières premières dans la plus large mesure possible, la production et le travail des métaux, l'industrie chimique, la navigation ; tandis que les industries ayant trait aux moyens de consommation, dans la mesure où elles n'étaient pas nécessaires aux armées, sont restées en arrière. Cette disproportion est une des raisons de la crise mondiale. Mais en dernière analyse, l'extension de la capacité productive signifie, une fois la crise surmontée, une augmentation de la production et un nouvel essor. La révolution agraire signifie en même temps l'extension du marché des produits industriels. Ainsi, l'économie capitaliste semble avoir connu, à la suite de la période de guerre, une expansion matérielle et un changement qualitatif sur la voie de l'économie organisée.³

Cette théorie, qui coïncide d'ailleurs avec celle du camarade Ollivier⁴ mentionnée plus haut, souffre de l'erreur de tenir pour acquis quelque chose qui doit être prouvé, à savoir qu'il s'agit dans la période actuelle d'un "équilibre de la production et de la circulation mondiales temporairement perturbé", qui doit être suivi d'une ère de démocratie, de paix, de "pacifisme réaliste", au cours de laquelle "la souveraineté des Etats individuels doit être réduite en faveur d'une organisation super-étatique". Hilferding lui-même met un point d'interrogation après cette phrase, qui a été entièrement adaptée à l'hommage insensé et mensonger rendu par la Deuxième Internationale à la Société des Nations de l'Entente.

Mais toute la tendance de sa pensée est : capitalisme ascendant, entente avec la bourgeoisie, démocratie, paix mondiale.

¹ [Rudolf Hilferding (1877-1941), économiste marxiste d'origine autrichienne ; homme politique allemand du SPD, membre du Reichstag, ministre des Finances (1923 ; 1928-9)].

² Hilferding, *Probleme der Zeit*, Die Gesellschaft, n°1, 1924, p. 118.

³ Hilferding, *Probleme der Zeit*, Die Gesellschaft, n°1, 1924, p. 9.

⁴ [Marcel Ollivier (Aron Goldenberg) (1896-1993) était un communiste français "luxembourgeois". qui a quitté l'URSS en 1928 ; il a rompu avec le communisme en 1933].

Pour le moment, cependant, nous assistons à une dépression économique non seulement aux États-Unis, mais aussi en Allemagne.¹ Pas une trace du boom prophétisé. Et au lieu d'un "pacifisme réaliste", nous voyons des armements sur mer, sur terre, sous la mer, dans l'air, dans les usines chimiques, dans les instituts bactériologiques...

Nous voyons comme l'une des raisons les plus importantes de la crise actuelle l'industrialisation des pays d'outre-mer, grâce à laquelle l'Europe occidentale, avec son appareil de production surdéveloppé et la nécessité d'échanger des denrées alimentaires et des matières premières contre des produits industriels, perd la base économique qu'elle avait jusqu'ici. Le statisticien américain Miller² exprime cette idée de la manière suivante :

Alors que le dix-neuvième siècle a apporté la conquête du monde par des inventions techniques et mécaniques, et donc une division du travail entre les pays primitifs qui fournissent des matières premières et les pays industriels plus développés, le vingtième siècle signifie une phase nouvelle et opposée du développement : le fait que les pays possédant des matières premières se détournent du principe de la division du travail et s'efforcent de revenir à l'autarcie économique. Il s'agit là, selon lui, d'un problème économique de la plus haute importance, les pays industriels faisant eux-mêmes avancer ce processus en fournissant des machines et des équipements.

Le rédacteur du périodique financier allemand *Die Bank*, [Alfred] Lansburgh³, oppose à ce courant de pensée l'objection suivante : Les "pays agraires" actuels étaient des pays industriels à l'époque des métiers manuels et fournissaient à l'Europe des produits industriels de qualité.

La production concentrée et la science appliquée des nations dites cultivées ont chassé la production primitive d'outre-mer, ont entraîné la limitation progressive à la production de matières premières, et les ont ainsi catalogués comme pays agraires. Ce processus est aujourd'hui revu à l'envers ; les pays industriels fournissent aux pays agraires les moyens techniques de s'industrialiser à nouveau, et ce, sous une forme moderne. Non pas, toutefois, pour renoncer à approvisionner le marché mondial en produits manufacturés et pour livrer leur population, formée industriellement, à la famine, mais pour se spécialiser à nouveau et transformer leurs usines afin de fabriquer des articles qui correspondent aux formidables développements techniques. Au lieu d'exporter du fil de coton, dont la fabrication est maintenant laissée aux pays autrefois agraires, on commence à exporter de la soie artificielle ; au lieu de lampes à huile et à pétrole, on exporte des ampoules et des appareils électriques ; au lieu de fusils démodés, des mitrailleuses modernes ; au lieu de ferrures en fer, des articles en aluminium ; au lieu d'un certain nombre d'articles dont on peut maintenant se passer, des produits chimiques, surtout des colorants et des articles médicaux. Et si l'accumulation de capital, qui suit cette exportation avantageuse pour les pays fournisseurs de ces marchandises, entraîne à la longue une nouvelle phase de la pénétration industrielle dans des pays essentiellement agraires, et forme ceux-ci à la production d'appareils électriques, de préparations chimiques, et peut-être même de dirigeables, alors le progrès

¹ Voir "Die Wirtschaftskonjunktur Anfang Mai", *BerlinerBorsen-courier*, 2 mai [1924] ; "Einer neuen Inflation Entgegen", *Berliner Borsen-courier*, 3 mai [1924] : "Le commerce et l'industrie allemands, au cours des six dernières semaines, présentent tous les signes non pas d'un redressement, mais d'une rechute dans la maladie dont ils se sont à peine remis".

² [Varga ne donne aucune référence sur ce Miller].

³ [L'économiste allemand et rédacteur de *Die Bank*, Alfred Lansburgh (1872-1937) (ps. Argentarius) a mis en garde en 1923 contre le danger d'imprimer des marks supplémentaires].

compensera de nouveau la diminution des exportations des pays industriels ; et d'autres articles, jusqu'ici seulement rêvés (appareils radio ? accumulateurs de l'énergie de la mer ?) seront fournis en échange des matières premières qui peuvent encore être nécessaires. Sans envie, les inventions techniques et l'expérience d'hier sont remises aux États agraires, et tout aussi sans envie, les réalisations d'aujourd'hui leur seront remises demain, puisqu'on est en possession des données qui signifient le progrès de demain. Ainsi le passage d'une étape de la division du travail à une autre s'accomplit sans douleur, sans choc, sans qu'il soit possible de proclamer une catastrophe.¹

Ce courant de pensée a beaucoup plus de contenu que celui de Hilferding. Seulement, nous ne croyons pas que ce transfert se fera "sans douleur et sans choc". Nous rappelons le célèbre rapport du vice-roi des Indes à l'époque où l'industrie textile anglaise a conquis l'Inde. "Les ossements des tisserands couvrent les plaines de l'Inde".² Il est permis de se demander si le prolétariat européen acceptera de subir un tel sort. Bien sûr, si le prolétariat est éliminé en tant que force révolutionnaire, alors chaque crise peut être surmontée par la bourgeoisie.

Nous allons maintenant citer brièvement les opinions de plusieurs autorités économiques anglaises telles qu'elles sont reflétées dans une série d'articles de *The Nation*³.

Dans un article d'introduction, Lloyd George fait remarquer que la population de l'Angleterre a augmenté de 2 000 000 d'habitants depuis l'avant-guerre. La production devrait donc être supérieure de 5 % à ce qu'elle était alors. En réalité, cependant, elle n'a atteint que 87 % de la période d'avant-guerre en 1923 (la meilleure des trois dernières années) selon les estimations du célèbre professeur [Arthur Lyon] Bowley⁴, ou 98 % selon les estimations de *The Economist*. Dans tous les cas, il y a un écart de 10 à 18 pour cent ! Lloyd George envisage le rétablissement des conditions d'avant-guerre dans un avenir assez lointain. Il n'a pas de meilleur conseil à donner que de se préparer à un boom ultérieur en améliorant l'appareil productif.

William Beveridge⁵, le célèbre expert du problème du chômage anglais, commente le chômage sur une grande échelle pendant dix ans.

L'état modeste de richesse confortable de la période victorienne ne reviendra jamais. Nous avons connu une grande prospérité et sommes devenus un grand peuple sous le règne de la reine Victoria, simplement parce que nous avons été les premiers à pouvoir exploiter pleinement notre charbon et notre fer. Mais nous avons perdu cet avantage passager d'une première exploitation de nos ressources naturelles. La prospérité ne pourra à l'avenir être assurée que par un travail collectif plus dur, qui sera au moins plus efficace, plus scientifique et plus harmonieux que celui des autres.... Elle ne nous tombera pas dessus comme par le passé.

Le professeur Bowley estime qu'à partir de 1930, la baisse de la natalité pendant la guerre va faciliter le marché du travail. Actuellement, dit-il, le chômage n'est pas plus important qu'en 1909. Il diminuera progressivement.

¹ *Die Bank. Monatshefte für Finanz- und Bankwesen und Chronik der Wirtschaft*, février 1924

² Cité par Marx dans *Le Capital*.

³ *The Nation*, 12 April, 19 April, 26 April 1923.

⁴ [Arthur Lyon Bowley (1869-1957) était un statisticien et économiste britannique, pionnier des techniques d'échantillonnage dans les enquêtes sociales].

⁵ [William Beveridge (1879-1963) était un économiste et un politicien libéral britannique].

Lord [William] Weir¹ insiste sur la nécessité de faire progresser l'industrie anglaise, etc.

En général, nous constatons chez les principaux économistes anglais de l'impuissance et du pessimisme. Pas une trace de l'optimisme de Hilferding qui affirmait volontiers un avenir meilleur pour le capitalisme ! Seulement, les sociaux-démocrates doivent voir l'avenir du capitalisme sous une lumière rose, car toute leur politique est construite sur la continuation du capitalisme.

La crise du capitalisme continue. Aucune théorie optimiste ne peut nous tromper. La question de savoir si elle mènera au redressement du capitalisme ou à son effondrement dépend du prolétariat révolutionnaire et de son parti, le Parti communiste mondial. Le capitalisme s'est retranché au cours des dernières années. Mais il en va de même pour le mouvement communiste. En Russie, grâce à la reconstruction économique, grâce à la victoire finale de la majorité de la classe ouvrière, qui est maintenant acceptée, dans l'organisation du parti ; dans les pays bourgeois, grâce à la montée et au développement d'une avant-garde déterminée et de grands partis de masse. La puissance du capitalisme s'est accrue, mais nous aussi, nous avons gagné en force. La lutte continue sur un plan plus élevé.

¹ [Lord William Weir (1877-1959), 1^{er} vicomte Weir, devient en 1918 secrétaire d'État à l'air dans le gouvernement de Lloyd George].

Annexe

Le tableau ci-dessous montre que la production a à peine atteint le niveau de la période d'avant-guerre. Le charbon, le fer et l'acier sont particulièrement en retard par rapport à l'avant-guerre.

TABLEAU I Chiffres de la production mondiale (sans la Russie)¹

Produits végétaux en millions de doubles quintaux

	Moyenne 1909-13	Moyenne 1914-18	Moyenne 1921-2	1923
Blé	700	791	800	942
Orge	265	251	253	247
Seigle	214	167	191	234
Avoine	494	487	479	555
Maïs	971	974	1,057	900
Riz	693	764	-	695
Pommes de terre	1,134	982	993	1,161
Sucre de betterave	63	46	43	47
Sucre de canne	96	120	129	127
Café	12	12	10	-
Cacao	2	3	4	-
Thé	3	3	3	-
Coton	41	39	37	34
Jute	15	15	11	-

Produits miniers (en millions de tonnes)²

	1913	1916	1917	1918	1919	1920	1921	1922	1923
Anthracite	1,344	1,390	1,345	1,331	1,158	1,300	1,100	1,207	1,300
Pétrole	52	62	67	67	80	90	109	122	145
Fonte brute	78	71	67	-	-	61	40	51	65
Acier	75	-	-	-	-	68	41	62	73

(en milliers de tonnes)

	1913	1916	1917	1918	1919	1920	1921
Minerai de cuivre	103	144	147	147	96	98	53
Étain	133	125	130	114	124	122	-
Zinc	1,000	965	990	822	645	719	458
Plomb	1,187	1,169	1,190	1,196	864	849	888

(en milliers de kilogrammes)

	1913	1916	1917	1918	1919	1920	1921	1922
Or	692	683	637	568	549	542	468	457
Argent	6,960	5,000	5,100	5,600	5,500	5,020	4,850	7,141

(en milliers de tonnes)

	1913	1916	1917	1918	1919	1920	1921	1922	1923
Construction navale	3330	1690	2940	5440	7140	5860	4340	2467	1643

¹ Produits végétaux d'après *l'Annuaire Statistique Agricole 1909-21*, p. 261 et suivantes.

² Estimation préliminaire.

Eugène Varga – *Essor ou décadence du capitalisme ?* – 1924

Offre mondiale de bétail vivant (y compris la Russie), en millions de têtes

Selon le recensement du bétail vivant le plus proche des années 1911 et 1921¹.

	1911	1921
Chevaux	111	100
Bovins	483	511
Moutons	618	532
Porcs	260	210

Le tableau ci-dessous montre le déplacement de la production minière en faveur des Etats-Unis.

TABLEAU II Évolution de la production minière²

	Année	Monde Millions de tonnes	U.S.A. Millions de tonnes	USA % de la prod. mond.	Année	Monde Millions de tonnes	U.S.A. Millions de tonnes	USA % de la prod. mond.
Anthracite	1913	1,344	517	38.4	1922	1,207	418	36.6
Pétrole	1913	52	34	65.3	1923	145	105	72.4
Fonte brute	1913	78	31	39.7	1923	65	40	61.6
Acier	1913	78	32	42.1	1923	73	45	61.6

		Europe % de la prod. mondiale	Amérique du Nord % de la prod. mondiale .		Europe % de la prod. mondiale .	Amérique du Nord % de la prod. mondiale .
Cuivre	1912-14 ³	11	67	1919-20 ⁴	7	64
Plomb	“ “	46	43	“ “	30	57
Zinc	“ “	65	34	“ “	36	61
Aluminium	1913	58	42	1921	48	52

TABLEAU III Développement de la production de charbon et de fer dans les pays les plus importants⁵

Année	Charbon	USA		Angleterre		Allemagne		France	
		Charbon	Fonte	Charbon	Fonte	Charbon	Fonte	Charbon	Fonte
1870	17.3	1.6	113.0	6.0	33.9	1.4	13.3	1.1	
1880	42.8	3.8	146.9	7.7	59.1	2.7	19.3	1.7	
1890	111.3	9.2	181.6	7.9	89.2	4.6	26.0	1.9	
1900	212.3	13.7	225.1	8.9	149.4	8.5	33.4	2.7	
1913	478.4	30.9	287.4	10.2	190.0	9.2 ⁶	40.8	5.2	
1923	591.2	40.6	281.4	7.6	80.0 ⁷	5.0	47.8	5.3	

¹ *Annuaire international de Statistique Agricole*, Rome: Institut international d'Agriculture, 1909-21, p. 234f.

² *M.G.C.*, *WirtschaftundStatistik; The Economist*.

³ Moyenne.

⁴ Moyenne.

⁵ Brelet 1923, p. 25.

⁶ Luxembourg inclus.

⁷ Estimation.

TABLEAU IVa **Statistiques économiques des Etats-Unis** (1918 = 100).¹

Moyennes mensuelles

	1919	1920	1922	1923	1923	1923	1923	1923	1924	1924
					Jan.	Avr.	Jul.	Oct.	Jan.	
Production de :										
Fer brut	100	119	54	87	130	126	139	144	123	118
Acier	111	135	64	114	143	151	156	¹ 39	141	143
Cuivre	105	99	39	81	121	110	116	123	130	130
Charbon tendre	99	116	87	85	114	126	107	113	123	127
Anthracite	96	97	99	58	104	114	106	109	114	104
Pétrole brut ²	154	178	189	224	202	251	283	315	323	272
Consommation de :										
Laine	-	-	-	124	121	144	128	105	117	122
Coton	108	105	97	109	117	131	124	99	116	124
Commerce extérieur (en valeur)										
Importations	218	294	140	177	201?	220	244	192	206	198
Exportations	319	331	181	154	201	162	157	146	194	191
Commerce de gros	212	226	147	149	154	156	159	151	¹ 53	151
Automobiles en 100 par mois ³	164	183	139	214	334	243	382	327	365	316
Indice général (F.R.B. 1919 = 100)	-	105	80	98	120	121	124	121	118	120

¹ *Survey of Current Business ; Monthly Supplement to Commerce Reports*. Département du Commerce des États-Unis, Washington : Bureau of the Census, Bureau of Foreign and Domestic Commerce, Bureau of Statistics.

² 1921 = 100.

³ 1913, Moyenne mensuelle : 40 000.

TABLEAU IVb Les données les plus importantes concernant les affaires anglaises.¹*Moyennes mensuelles*

	1913	1920	1921	1922	1923	1923 Jan.	1923 Avr.	1923 Jul.	1923 Oct.	1924 Jan.
Charbon, millions de tonnes	24.3	19.4	3.81	21.1	23.4	22.4	22.4	22.1	25.7	23.8
Fer brut, 1,000 tonnes	869	680	222	415	630	577	663	666	605	642
Acier, 1,000 tonnes	649	768	314	494	719	644	761	634	713	701
% des chômeurs syndiqués	—	-	-	-	-	13.7	11.3	11.1	10.9	8.9
Idem, pour tous les assurés	-	-	-	-	-	13.1	11.4	11.5	11.7	11.9
Indice du commerce de gros, <i>Economist</i> £ en dollars	100	283	181	160	162	161	165	155	160	172
Exportations en millions de £	4.87	3.66	3.85	4.43	4.57	4.65	4.66	4.58	4.52	4.26
Importations en millions de £	43.8	111.3	58.6	60.0	63.9	66.8	62.9	59.5	71.3	77.5

TABLEAU IVc Les données les plus importantes concernant les affaires françaises²

	1913	1920	1921	1922	1923	1923 Jan.	1923 Avr.	1923 Jul.	1923 Oct.	1924 Jan.
Charbon produit, milliers de tonnes	3,404	2,890 (a)	3,213 (a)	3,596 (a)	3,986 (a)	4,199	3,063	4,312	4,862	3,762(b)
Charbon importé, milliers de tonnes	1,558	2,005	1,472	1,861	-	1,888	1,927	2,473	2,272	2,247
Fer, 1,000 tonnes	434(c)	276	280	427	433	486	350	436	514	586
Acier, 1,000 tonnes	396(c)	246	255	373	415	408	355	400	477	541
Chômeurs en milliers	-	-	64.0(d)	9.7(d)	2.4(d)	2.4	1.4	1.6	0.5	1.2
Exportations, milliers de tonnes	1,840	1,071	1,333	1,885	-	1,896	1,513	1,921	2,170	1,170
Importations, milliers de tonnes	3,685	4,211	3,165	4,281	-	4,111	4,175	4,864	4,360	3,933
Exportations en millions de francs	573	2,241	1,648	1,720	2,536	1,696	2,508	2,424	2,814	2,361
Importations en millions de francs	702	4,159	1,839	1,992	2,718	2,144	2,560	2,616	3,069	2,644
Indice du commerce de gros	100	509	345	327	419	387	415	407	421	495
Taux de change à New York	19.3	7.0	7.5	8.2	6.1	6.7	7.0	5.9	6.0	4.67
Billets en circulation, milliards de fr.	5.7	37.9	36.4	36.4	39.1	37.1	36.9	37.3	37.3	38.8

a) Moyenne mensuelle.

(b) Hors territoire sarrois.

(c) Hors Lorraine.

(d) Janvier

¹ *The Economist*, Monthly Supplement.² *The Economist*, Monthly Supplement; *Federal Reserve Bulletin*.

TABLEAU IVd Les données les plus importantes concernant les affaires allemandes

Production (1000 tonnes)	1913	1920 (a)	1921 (a)	1922 (a)	1923 (a)	1923 Jan.	1923 Avr.	1923 Jul.	1924 Oct.	1924 Jan.	1924 Févr.	1924 Mars
Anthracite	11,729	10,945	11,351	10,830	5,200	-	-	-	-	8,785	9,726	-
Charbon doux	7.269	9,323	10,250	11,423	9,833	-	-	-	-	9,553	8,327	-
Coke	2,639	2,074	2,394	2,426	-	-	-	-	-	1,474	1,742	-
Fer	909	463	625	730	333	-	-	-	-	-	-	-
Acier	1,412	643	750	762	417	-	-	-	-	-	-	-
% des chômeurs syndiqués	-	Jan. 3.3	Jan 4.7	Jan 3.8	Jan. 3.9	3.9	6.6	3.1	19.3	29.4	28.6	-
Indice du commerce de gros en St.R	1.0	14.9	19.1	341.8	-	2,785	5,212	74,787	7.1 milliard.	1.17 billion	1.16 billion.	-
Indice du commerce de gros en or	100	-	-	-	-	-	-	-	117.9	117.3	116.2	120.7
Valeur des importations en or	934	329	479	526	507	-	-	-	436	568	719	-
Valeur des exportations en or	850	300	351	517	507	-	-	-	565	431	466	-
Taux de change du mark en dollars	23.8	1.8	-	- (b)	0.02 (c)	0.0073 (c)	0.0035 (b)	0.0035 (d)	0.37 (d)	0.23	0.23	-

a) Moyenne mensuelle.

(b) Pour 1 000 marks.

(c) Pour 100 marks.

(d) Pour 1 milliard de marks.

Le tableau ci-dessous montre que l'exportation de capitaux a fortement diminué en 1923, notamment les capitaux prêtés à l'Europe.

TABLEAU Va Emission de capitaux aux Etats-Unis (*millions de dollars*)

	1913	1920	1921	1922	1923
Etats Unis					
Entreprises conjointes	408.0	774.0	1,420.8	1,279.2	1,112.4
Sociétés	1,645.2	3,106.8	2,635.2	3,424.8	3,640.8
Total (a)	2,053.2	3,880.8	4,056.0	4,704.0	4,753.2
Pays étrangers	-				
<i>Aux gouvernements</i>		261.7	414.4	495.7	312.8
Europe	-	177.3	138.3	131.7	70.0
Extrême-Orient	-	-	12.0	110.7	50.0
Amérique latine	-	-	188.2	148.3	67.5
Amérique du Nord	-	84.4	75.9	105.0	26.3
<i>Aux entreprises</i>	-	170.7	161.6	203.9	89.8
Europe	-	15.7	3.3	97.3	18.5
Extrême-Orient	-	5.9	-	1.3	19.9
Amérique latine	-	52.7	53.4	57.3	17.3
Amérique du Nord	-	96.4	104.9	48.0	34.1
Pays étrangers Total (b)	-	432.4	576.0	699.0	303.8
Total général (a) + (b)	-	4,313.2	4,632.0	5,403.0	5,056.8

(a) *Journal of Commerce* ; (b) *Federal Reserve Bulletin; Survey of Current Business*

Le tableau ci-dessous montre que, si l'on excepte les prêts du gouvernement, qui ne signifient aucune accumulation réelle de capital, il est démontré que l'accumulation a été beaucoup moins importante qu'avant la guerre.

TABLEAU Vb Emission de capital en Angleterre (*en millions de £*) ^(a)

	1912	1913	1920	1921	1922	1923
	£	£	£	£	£	£
Grande Bretagne						
Gouvernement	nil	nil	37.5	202.9	369.6	77.5
Autre	45.3	35.9	290.5	73.2	73.9	56.4
Total	45.3	35.9	328.0	276.1	443.5	133.9
Possessions britanniques						
Gouvernement	14.7	26.3	11.9	73.7	58.6	69.4
Autre	57.9	49.8	19.7	16.9	16.3	23.3
Total	72.6	76.1	31.6	90.6	74.9	92.7
Pays étrangers						
Gouvernement	9.6	26.1	nil	5.9	14.3	26.5
Autre	83.2	58.3	7.8	16.3	40.9	18.2
Total	92.8	84.4	7.8	22.2	55.2	44.7
Total général	210.7	196.4	367.4	388.9	573.6	271.3

(a) "New capital issues in 1923", *The Economist*, 29 décembre 1923, pp. 1140-1.

Le tableau ci-dessous montre comment le commerce extérieur des États-Unis a été détourné de l'Europe et comment le commerce avec l'Asie prend de l'importance. Il montre également l'énorme excès d'exportations vers l'Europe. Cet excédent a été couvert en partie par l'exportation d'or, en partie par des crédits.

TABEAU VI Direction dans laquelle se déplace le commerce extérieur des États-Unis^(a)

En millions de dollars

	Exportations					Importations				
	1910-14	1920	1921	1922	1923	1910-14	1920	1921	1922	1923
Europe	1,350	4,466	2,364	2,083	2,276	837	1,228	765	991	1,240
France	139	676	225	267	280	130	166	142	143	172
Allemagne	304	311	372	316	313	177	89	80	118	166
Italie	66	372	216	151	186	51	75	62	64	103
Angleterre	569	1,825	942	856	1,003	279	514	239	257	403
Amérique du Nord	501	1,929	1,130	916	940	347	1,663	755	822	864
Canada	315	972	594	577	577	117	612	335	364	367
Amérique du Sud	121	624	273	226	255	207	761	296	359	496
Argentine	47	214	111	96	110	33	208	60	86	140
Asie et Océanie	165	1,044	646	541	500	276	1,397	653	875	1,140
Japon	45	381	238	222	161	85	415	251	354	372
Chine	31	179	132	127	–	39	250	113	152	–
Afrique	25	166	73	56	54	22	150	40	65	210
Total	2,166	8,228	4,485	3,832	4,025	1,689	5,278	2,509	3,113	–
<i>En pourcentage...</i>										
	<i>Du total des exportations</i>					<i>Du total des importations</i>				
Europe	62.3	54.3	52.7	54.4	–	49.6	23.3	30.5	31.8	–
Amérique du Nord	23.1	23.4	25.2	23.9	–	20.5	31.5	30.1	26.4	–
Amérique du Sud	5.6	7.6	6.1	5.9	–	12.3	14.3	11.8	11.5	–
Asie et Océanie	7.8	12.7	14.4	14.4	–	16.3	28.0	26.0	28.1	–
Afrique	1.2	2.0	1.6	1.5	–	1.3	2.8	1.6	2.1	–

(a) *Commerce Year-Book*; pour 1923 *Federal Reserve Bulletin*.

(b) Corée incluse

TABLEAU VII Chômage en pourcentage¹

	Angleterre (tous les assurés)	Belgique	Membres des syndicats				Canada	Allemagne (a)	Suisse	France	Italie	USA
			Pays Bas	Danemark	Suède	Norvège						
1921												
Jan	8.2	19.3	16.5	19.7	20.1	11.7	13.1	4.5	35	64	112	
Avr	15.0	31.2	11.9	21.7	24.2	17.7	16.3	3.9	49	85	250	-
Juil	14.8	21.4	7.6	16.7	27.9	17.9	9.1	2.6	56	34	435	6.5(b)
Oct	12.8	13.6	7.0	18.3	27.1	17.1	7.4	1.2	74	14	492	3.5(d)
1922												
Jan	17.2	11.2	20.3	28.9	34.3	23.9	13.9	3.3	97	10	607	3.0(b)
Avr	15.4	8.9	11.6	24.0	28.3	34.4	10.4	0.9	81	7	432	-
Juil	12.3	5.3	9.5	12.5	18.2	12.5	4.1	0.6	52	4	304	1.5(b)
Oct	12.3	3.9	9.6	11.3	15.5	11.3	3.9	1.4	18	1	321	
1923												
Jan	13.1	3.9	19.3	21.5	20.5	16.1	7.8	4.2	56	2	392	-
Avr	11.4	2.4	10.4	11.5	14.9	11.2	4.5	7.0	36	1	270	1.0(b)
Juil	11.5 (11.1) (c)	2.2	10.6	7.4	9.1	6.9	2.2	3.5	23	2	183	-
Oct	11.7 (10.9) (c)	1.9	11.0	7.6	8.2	8.6	6.2	19.1	24	-	200	-
1924												
Jan	11.9 (8.9) (c)	3.7	22.7	21.0	13.6		7.5	26.5	28	1	281	1.5(b)
Fév	10.7 (8.1) (c)	3.6	17.3	21.3	12.8		7.8	25.1	27	1	259	
Mar	9.9 (7.8) (c)		15.1					16.6	21	1		
Avr		-										

(a) *Reichsarbeitsblatt. Berlin* : Reichsministerium, Verlag von Reimar Hobbing.

(b) Estimation.

(c) Pourcentage des membres des syndicats.

(d) Chiffres du ministère du Travail pour le mois de novembre.

¹ [Sauf pour l'Italie : *en milliers*]

Le tableau ci-dessous indique combien de cents américains ont été payés par centaine, milliers, millions et milliards respectivement, d'une devise donnée. Les pays sont regroupés approximativement selon l'ordre de leur dépréciation. On notera surtout la dépression de certaines devises qui étaient alors très stables : Japon, Danemark, Brésil, Espagne.

Tableau VIII Dollar-cents par unité de monnaie

	Parité.	Moyenne annuelle					1923				1924			
		1919	1920	1921	1922	1923	Janvier	Avril	Juill	Octob.	Janv	Févr	14-4	18-4
Suède	26.8	25.5	20.5	22.5	26.2	26.6	26.9	26.7	26.5	26.3	26.2	26.2	26.3	26.4
Pays Bas	40.2	39.1	34.4	33-6	38.5	39.1	39.5	39.2	39.2	38.0	37.4	37.4	37.1	37.2
Suisse	19.3	19.0	16.9	17.4	19.1	18.1	18.8	18.2	17.6	17.5	17-3	17.4	17.3	17.6
Angleterre	486	43	366	385	443	457	466	466	458	44	426	43	428	436
Japon	49.8	51.2	52.4	48.2	47.8	48.6	48.7	48.7	48.8	-	-	-	-	41.8
Argentine	96.5	99-0	9-7	73-0	81.8	78.6	84.7	83.1	77.7	73.7	-	-	-	-
Espagne	19.3	-	-	13.3 (e)	14.5 (e)	12.8	15.7	15.3	14.9	13.1	12.8	12.7	12.9	13.8
Danemark	26.8	-	-	16.2 (e)	19.9 (e)	18.4	19.4	18.9	18.0	17.2	16.9	16.0	15.3	16.6
Norvège	26.8	-	-	16.1 (e)	15.5 (e)	16.7	18.7	17.8	16.7	14.7	14.1	13.3	13.5	13.8
Brésil	32.42	26.7	22.5	13.1		10.2	11.4	10.5	10.4	9.5	-	-	-	11.3
France	19.3	13.7	7.0	7.5	8.2	6.1	6.7	6.7	5.9	5.5	4.7	4.4	4.5	6.3
Belgique	19.3	12.8	7.4	7.4	7.4	5.2	6.1	5.8	5.4	4.7	4.2	3.82	3.9	5.4
Italie	19.3	11.4	5.0	4.3	4.3	4.6	4.9	5.0	4.3	4.4	4.3	4.3	4.3	4.4
Tchéco-slovaquie	20.26	-	-	1.3 (e)	1.73 (e)	2.96	2.85	2.98	3.0	2.9	2.9	2.9	2.9	2.94
Autriche	-	-	-	0.25 (e)	0.003 (e)	0.0014 (d)	0.0014 (d)	0.0014 (d)	0.0014 (d)	0.0014 (d)	0.0014 (d)	0.0014 (d)	0.0014 (d)	0.0014 (d)
Hongrie	20.26	-	-	-	-	0.00017	0.0004	0.0002	0.014 (d)	0.0054 (d)	0.0040 (d)	0.0034 (d)	0.0015 (d)	0.0015 (d)
Pologne	23.8	-	-	-	-	0.014 (a)	0.0042 (d)	0.0023 (d)	0.007 (a)	0.00053 (a)	0.00012 (a)	0.00011 (a)	0.00012 (a)	0.00012
Allemagne	23.8	3-0	1.8	-	-	0.02 (a)	0.0073 (d)	0.0042 (d)	0.0035 (a)	0.37 (c)	0.23 (c)	0.23 (c)	0.23 (c)	0.23 (c)

(a) Pour 1 000 marks.

(b) Pour 1 million de marks.

(c) Pour 1 milliard de marks.

(d) Pour 100 couronnes ou marks.

(e) Janvier

Le tableau ci-dessous montre que, si l'on compare les chiffres des exportations et des importations avec l'indice du commerce de gros pour les années respectives, le commerce extérieur est beaucoup moins important qu'avant la guerre.

TABLEAU IX Le commerce extérieur des pays importants ^(a)

		Importations				
		1913	1920	1921	1922	1923
Grande Bretagne	Millions de livres	768	1,932	1,087	1,004	1,098
Allemagne	Marks-or	10,770	3,947	5,751	6,312	6,081
France	Francs	8,421	49,905	22,068	23,901	32,600
Italie	Lires	3,645	26,821	17,266	15,727	17,225
Suisse	Francs	1,1919	4,200	2,248	1,915	2,245
Belgique	Francs	5,050	12,942	10,055	9,377	12,538
Danemark	Couronnes	855	2,943	1,635	1,467	1,975
USA	Dollars	1,749	5,279	2,587	3,116	3,792
Canada	Dollars	670	1,337	800	762	908
Argentine	Pesos-or	496	881	635	686	-
Indes britanniques	Livres	122	336	178	155	-
Chine	US dollars	416	-	599	775	-
Japon	Yen	729	2,335	1,614	1,859	1,984

		Exportations				
		1913	1920	1921	1922	1923
Grande Bretagne	Millions de livres	634	1,557	810	824	886
Allemagne	Marks-or	10,097	3,724	-	6,199	6,079
France	Francs	6,880	26,894	19,773	30,642	30,400
Italie	Lires	2,312	11,774	8,275	9,297	11,059
Suisse	Francs	1,376	3,277	2,140	1,690	1,760
Belgique	Francs	3,716	8,862	7,147	6,110	8,993
Danemark	Couronnes	721	1,962	1,505	1,242	1,243
USA	Dollars	2,446	8,228	4,485	3,832	4,168
Canada	Dollars	377	1,303	803	898	1,002
Argentine	Pesos-or	519	1,031	672	673	-
Indes britanniques	Livres	166	262	164	210	-
Chine	US dollars	294	-	457	537	-
Japon	Yen	632	1,947	1,253	1,595	1,447

		Indice du commerce de gros (b)				
		1913	1920	1921	1922	1923
Grande Bretagne	Millions de livres	100	283	181	160	162
Allemagne	Marks-or	100	-	-	-	-
France	Francs	100	509	345	327	419
Italie	Lires	100	624	578	562	575
Suisse	Francs	100 (c)	-	191	168	181
Belgique	Francs	100 (c)	-	366	367	497
Danemark	Couronnes	100	341	178	181	204
USA	Dollars	100	226	147	149	154
Canada	Dollars	100	241	170	150	154
Argentine	Pesos-or	100	-	-	-	-
Indes britanniques	Livres	100 (c)	204	181	180	176
Chine	US dollars	100	152	150	146	156
Japon	Yen	100	260	201	196	-

(a) *Statistisch.es Jahrbuch für das Deutsche Reich; Commerce Year-book for 1923; Business and Statistics.*

(b) *The Economist*, Monthly Supplement, 22 March 1924, p. 20.

(c) 1914

Selon le Bulletin de l'Institut international d'agriculture, Rome, les chiffres de 1921 sont en chiffres ronds et transposés en francs-or. Le tableau ci-dessous montre l'évolution des prix du blé pendant la période d'après-guerre en francs-or, et les chiffres de l'indice du commerce de gros du Federal Reserve Board, ramenés à une base or. Les statistiques montrent que les prix en francs-or ont augmenté beaucoup moins que l'indice du commerce de gros pour toutes les matières premières. En Allemagne, en France et en Italie, les prix sont absolument inférieurs à ceux d'avant la guerre, car les tarifs de protection étaient alors élevés.

TABLEAU X Prix du blé par trimestre en francs-or (au début de chaque mois ou à la fin du mois précédent)

Prix du blé des pays exportateurs (a)	Average 1913	1919 XI	1919 V	1921 II	1921 VIII	1922 II	1922 VIII	1923 II	1923 VIII	1924 II	1924 IV
Canada: Winnipeg (Manitoba 1):	16.76	15-91	17.44	30	31	22.12	25.00	20.34	19-93	18.30	18.08
United States: Chicago (Winter 2)	17-19	16.85	17-73	32	23	23-21	21.30	22.28	18.66	21.52	20.37
Minneapolis (Northern 1)	16.90	16.39	17.32	31	28	26.85	24.75	23.04	21.33	22.66	21.52
New York (Winter 2)	18.52	23-59	20.02	37	27	26.04	24.66	24.61	21.39	24.47	22.80
Indes: Karachi (White)	17.26	16.74	-	-	-	-	24.14	22.09	18.19	19-65	19-16
Argentine: Buenos Aires	19-03	20.47	18.47	30	30	21.70	23-37	22.88	19-21	18.51	18.60
Grain importé à Londres : Manitoba 1	20.90	-	-	-	-	28.28	29-52	24.96	23-24	24-75	23-05
Blé d'hiver 2	20.71	-	-	-	-	26.88	26.21	25.10	21.48	-	-
Plata	20.61	-	-	-	-	26.88	27.14	24.96	21.88	23-21	21.77
Karachi	20.90	-	-	-	-	-	-	26.62	22.16	-	22.54
Blé local:											
Allemagne, Berlin (converti du mk.)	24.56	21.00	24.00	18	14	21-39	21.13	15-67	22.17	18.33	21.24
Belgique, Anversp	19-89	18.75	-	31	34	25-26	27.86	21.89	22.19	22.50	22.44
France, Paris	27.82	25-50	27-25	36	40	29-36	31-33	27.46	25-55	23-93	-
Angleterre, Londres	19.86	-	-	-	-	24.68	27.81	22.58	28.55	23-27	22.68
Italie, Milan (blé tendre)	28.10	25-75	26.12	20	26	30.43	29.08	26.94	20.58	22.76	25-07
Hollande, Rotterdam	20.60	-	-	-	-	23-47	28.25	22.97	29.04	23-61	24.83

Indice du commerce en gros du Federal Reserve Board calculé sur une base or						
		1919	1921	1922	1923	
		(b)	(b)	(b)	(b)	
Canada	100	198	150	147	147	
Etats-Unis	100	211	149	158	164	
Angleterre	100	214	156	150	159	
France	100	-	133	136	124	
Allemagne (Fed. Stat. Office)	100	-		-	139	

TABLEAU XI Le tableau montre l'évolution de la production de céréales dans les différentes parties du monde pendant la période d'après-guerre.

Chiffres relatifs à la production de blé (sauf la Russie) ^(a)

1909-13 (1909-10^(b) -1913-14^(b) = 100)

	Blé				Seigle			
	1919	1920	1921	1922	1919	1920	1921	1922
Europe	69.1	69.6	89.2	75.7	61.8	54.0	76.9	71.3
Amérique du Nord	128.2	123.6	125.7	141.2	225.7	188.0	217.7	334.8
Amérique du Sud	138.6	108.9	129.5	124.9	66.3	75.1	110.4	129.9
Asie	83.9	109.6	76.0	106.5				
Afrique	79.3	70.7	114.1	77.9				
Océanie	51.9	156.8	143.4	118.8				
Total	92.5	95.9	103.4	103.5	67.9	59.1	82.2	81.3

	Orge				Avoine			
	1919	1920	1921	1922	1919	1920	1921	1922
Europe	68.8	78.0	79.7	84.5	70.6	76.8	77.4	79.2
Amérique du Nord	77.5	109.8	93.3	112.1	97.2	135.8	100.9	114.5
Amérique du Sud	101.0	109.6	96.5	106.9	72.1	90.3	76.8	89.0
Asie	(c)	(c)	(c)	(c)				
Afrique	71.6	60.3	107.1	61.5				
Océanie								
Total	77.3	88.8	87.7	92.3	81.9	102.2	97,3	94.5

Pourcentage des divers continents dans la production totale

	Blé					Seigle				
	1909-13	1919	1920	1921	1922	1909-13	1919	1920	1921	1922
Europe	45.1	33.7	32.7	38.9	33.0	96.1	87.4	87.9	89.9	84.3
Amérique du Nord	29.8	41.3	38.4	36.2	40.6	3.7	12.4	11.8	9.8	15.3
Amérique du Sud	5.9	8.9	6.7	7.4	7.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.4
Asie	12.7	11.5	14.5	9.3	13.0					
Afrique	3.3	2.8	2.4	3.7	2.5					
Océanie	3.2	1.8	5.3	4.5	3.7					
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

	Orge					Avoine				
	1909-13	1919	1920	1921	1922	1909-13	1919	1920	1921	1922
Europe	54.0	48.1	47.4	49.1	49.5	54.2	46.7	40.7	48.0	45.4
Amérique du Nord	17.6	17.6	21.7	18.7	21.3	42.2	50.1	56.1	48.8	51.2
Amérique du Sud	20.9	27.4	25.8	23.1	24.2	3.6	3.2	3.2	3.2	3.4
Asie	(c)	(c)	(c)	(c)	(c)					
Afrique	7.5	6.9	5.1	9.1	5.0					
Océanie										
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(a) *Annuaire international de Statistique agricole*, Rome: Institut international d'Agriculture, 1922.

(b) Pour l'hémisphère sud.

(c) Océanie incluse.